SEYBOUSE times

Quotidien independant d'informations générales

N°4549 Samedi 21 Novembre 2026 -Prix: 20 DA- www.seybousetimes.dz



JEUNESSE / ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :
INAUGURATION OFFICIELLE DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE À ALGER

P. 04



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL, CONSACRÉE À L'INSTALLATION DE L'AGENCE NATIONALE D'ARCHÉOLOGIE

P. 02



FONCTIONNAIRES TITULAIRES D'UN MASTER :
MERAD ACTE UN NOUVEAU DÉBOUCHÉ DE CARRIÈRE DANS LES COMMUNES

P. 03



P. 03

LAIT INFANTILE ET MACHINISME AGRICOLE :
L'ALGÉRIE ET LA BIÉLORUSSIE SCELLENT TROIS ACCORDS INDUSTRIELS



P. 04

NIVEAU 3E AS, BAC ET LICENCE :
LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE LANCE UN RECRUTEMENT DE 2 124 POSTES



P. 06

PORT D'ANNABA :
LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS INSPECTE L'AVANCEMENT DU PROJET D'EXTENSION DU TERMINAL PHOSPHATIER



P. 06

ANNABA :
LE WALI ACCÉLÈRE LE SUIVI DES PROJETS DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION EN PRÉVISION DES PROCHAINES RENTRÉES SCOLAIRES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL CONSACRÉE À L'INSTALLATION DE L'AGENCE NATIONALE D'ARCHÉOLOGIE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi, une réunion de travail consacrée à l'installation de l'Agence nationale d'archéologie.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la réunion, le directeur général de l'Agence, M. Slimane Hachi a souligné que "Monsieur le président de la République a présenté une feuille de route comprenant la réalisation de recherches scientifiques et de fouilles archéologiques ainsi que la sécurisation du patrimoine culturel et des vestiges archéologiques".

Il a également précisé que "le président de la République a ordonné de mener des recherches scientifiques et archéologiques sur toutes les périodes de l'histoire de l'Algérie, depuis les périodes les plus anciennes de la préhistoire jusqu'au XXe siècle". Il s'agit des périodes "sur lesquelles nous travaillons", a-t-il ajouté.

"La feuille de route de Monsieur le président de la République concerne aussi la création d'un corps de police des vestiges archéologiques ou police du patrimoine archéologique", a-t-il fait savoir.

"Nous nous engageons à appliquer les instructions et orientations de Monsieur le Président au sein de cette institution stratégique, historique et culturelle pour mettre en exergue toutes les périodes historiques de l'Algérie", a-t-il dit.

A ce propos, il a rappelé que la nation algérienne possède "de profondes racines historiques que nous œuvrerons à faire connaître et à mettre à la disposition des étudiants et des chercheurs".

M. Hachi a, à cette occasion, exprimé ses vifs remerciements au président de la République pour la création de l'Agence nationale d'archéologie, placée sous la tutelle de la Présidence de la République, ainsi que pour l'avoir nommé à la tête de cette institution stratégique.

Le décret présidentiel 26-352 du 4 novembre 2026, portant création de l'Agence nationale d'archéologie et fixant ses missions, son organisation et son fonctionnement, a été récemment publié au Journal officiel N 78.



La création de cette agence avait été ordonnée par le président de la République lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée en juin dernier.

Aux termes de l'article 5 dudit décret, l'agence est définie comme "un organisme d'observation, d'orientation, d'expertise, de concertation, de coordination, de direction, de réalisation et d'exécution dans les domaines de l'archéologie et du patrimoine archéologique".

ATTAF PREND PART À OSLO À UNE TABLE RONDE CONSACRÉE AU SECTEUR DE L'ÉNERGIE



Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a pris part à une table ronde consacrée au secteur de l'énergie, et ce, à l'occasion de la tenue de la 23e réunion des ministres des Affaires étrangères des pays africains et des pays d'Europe du Nord, dont les travaux ont été ouverts jeudi à Oslo (Norvège), indique un communiqué du ministère.

Cette table ronde a constitué une occasion d'"échanger les vues sur les moyens de renforcer la sécurité énergétique en Afrique et de développer des modèles de croissance faisant des ressources énergétiques un levier de transformation industrielle, de création de richesses et d'emplois", précise le communiqué.

A cette occasion, M. Attaf a présenté l'expérience algérienne dans le domaine de l'énergie, en tant qu'"un des piliers fondamentaux de l'économie nationale", mettant en lumière les efforts déployés par l'Etat pour garantir sa sécurité énergétique.

Dans le même contexte, il a appelé à l'"adoption d'approches réalistes et équilibrées en matière de transition énergétique, tenant compte des spécificités, des besoins et des priorités nationales des pays africains, et garantissant une transition progressive et rationnelle, à même de contribuer à la création de valeur ajoutée, au renforcement des capacités de production et à la création d'emplois".

Le ministre d'Etat a également eu l'occasion de rencontrer et d'échanger avec plusieurs représentants d'entreprises opérant dans le secteur de l'énergie, avec lesquels il a examiné "les perspectives d'investissement et de coopération dans ce domaine", mettant en avant, à cette occasion, "les atouts et les potentialités dont dispose l'Algérie, ainsi que les opportunités prometteuses qu'offre le continent africain dans le domaine énergétique".

Forum aFricain sur les politiques des compétences

ADOPTION DE LA ''DÉCLARATION D'ORAN SUR L'AVENIR DES COMPÉTENCES EN AFRIQUE"

Les travaux du Forum africain sur les politiques des compétences, clôturés mercredi à Oran, ont été sanctionnés par l'adoption, par les représentants des 29 pays africains participants, de la ''Déclaration d'Oran sur l'avenir des compétences en Afrique'', qui consacre une vision commune visant à renforcer la coopération continentale et à promouvoir la formation et l'enseignement professionnels en tant que leviers de la transformation économique, de la compétitivité et du développement durable, indique un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Cette Déclaration définit plusieurs priorités stratégiques, notamment la modernisation des systèmes de formation professionnelle, l'anticipation des métiers d'avenir et l'accompagnement des transitions numérique, technologique et énergétique, ainsi que le renforcement de l'employabilité des jeunes, le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat et le développement des compétences africaines, en adéquation avec les besoins des économies nationales et les exigences du marché commun africain.

Le document consacre également les concours des métiers en tant qu'outil stratégique de rehaussement des standards de formation et de promotion de l'excellence et de l'innovation. Il préconise, en outre, le renforcement de la coopération africaine dans les domaines de l'échange d'expertises, de la reconnaissance des qualifications et de la mobilité des compétences, ainsi que le développement des centres d'excellence et des partenariats institutionnels, précise la même source.

En vue de traduire les engagements politiques en résultats concrets, la Déclaration prévoit la mise en œuvre du ''Cadre d'action d'Oran 2026-2027'', qui repose sur des mécanismes de coordination et de suivi, ainsi que sur la définition des priorités de coopération entre les pays participants, en concertation avec la Commission de l'Union africaine (UA).

L'adoption de ce document constitue une étape importante dans le renforcement de l'intégration africaine dans le domaine du développement des compétences et conforte la position de l'Algérie en tant qu'espace de dialogue stratégique et d'élaboration d'initiatives à l'échelle continentale, en cohérence avec l'Agenda 2063 de l'UA et la Stratégie continentale pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) 2025-2034, souligne le communiqué.



Pour rappel, le Forum africain sur les politiques des compétences s'est tenu en marge des Olympiades africaines des métiers, ouvertes lundi par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, et qui se poursuivront jusqu'à jeudi, avec la participation de près de 600 stagiaires représentant 18 pays africains, en compétition dans 45 spécialités réparties en six spécialités.

SEYBOUSE times
Quotidien indépendant d'informations générales

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim
Directeur de la publication : Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousetimes.dz
Email: redaction@seybousetimes.dz
contact@seybousetimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Fonctionnaires titulaires d'un Master

MERAD ACTE UN NOUVEAU DÉBOUCHÉ DE CARRIÈRE DANS LES COMMUNES



Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, a annoncé, jeudi devant le Conseil de la nation, l'élaboration d'un projet de décret visant à créer le grade « d'administrateur territorial analyste ».

Cette mesure phare s'inscrit dans une dynamique globale de modernisation de la gestion communale, marquée également par la clarification des règles d'attribution des logements publics et d'encadrement du commerce ambulant.

S'exprimant lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, Merad a réaffirmé que l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des agents communaux constitue le socle de la réforme de l'administration locale.

« La valorisation des compétences et l'élargissement des perspectives professionnelles sont essentiels pour améliorer la qualité des services publics », a-t-il souligné, inscrivant cette démarche dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui érige la commune en « vitrine de l'État ».

VAlorisA tion des p Arcours et des diplômes uniVersit Aires

Pour répondre aux attentes des fonctionnaires en matière d'évolution de carrière, le ministère a entamé la révision du décret exécutif n° 11-334 portant statut particulier des fonctionnaires des collectivités territoriales.

La principale nouveauté réside dans la création du grade d'administrateur territorial analyste.

Ce dispositif offrira de nouveaux débouchés aux agents de la filière de l'administration générale exerçant au niveau des communes, selon trois voies d'accès :

• La promotion sur titre pour les fonctionnaires ayant obtenu un diplôme de master (ou équivalent) après leur recrutement ;

• L'examen professionnel ;

• La promotion au choix, selon les critères qui seront définis par le texte amendé.

logement public des délAis stricts pour le trAitement des recours

Interrogé sur les mécanismes de contestation des listes de bénéficiaires de logements publics, le ministre de l'Intérieur a tenu à rassurer quant à la transparence et la célérité des procédures.

La commission de recours de wilaya dispose d'un délai maximum de 30 jours pour statuer définitivement sur chaque dossier, après avoir mené les enquêtes administratives et de terrain requises.

En cas d'annulation d'une attribution, le remplacement s'effectue automatiquement à partir de la liste supplémentaire, dans le strict respect de l'ordre de priorité.

Une fois la liste définitive arrêtée par la commission de daïra et validée par le wali, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) est tenu de procéder à son affichage public dans un délai n'excédant pas 48 heures.

commerce AmbulAnt : concilier emploi des jeunes et ordre urbAin

Abordant enfin la question des autorisations d'exploitation d'activités commerciales ambulantes à emplacement fixe — notamment celles initiées par les jeunes dans le cadre du dispositif du microcrédit —, Brahim Merad a insisté sur la nécessité d'une évaluation préalable rigoureuse.

Si l'État encourage l'initiative économique des jeunes, l'octroi de ces espaces reste subordonné au respect de plusieurs impératifs : la fluidité de la circulation, la sécurité des piétons, le libre accès aux immeubles et équipements publics, ainsi que la préservation de l'environnement urbain et des intérêts des commerçants sédentaires riverains.

lait inF antile et MachinisMe agricole :

L'ALGÉRIE ET LA BIÉLORUSSIE SCELLENT TROIS ACCORDS INDUSTRIELS

La deuxième session de la Commission gouvernementale mixte algéro-biélorusse, tenue ce mercredi à Minsk, a débouché sur la signature d'accords stratégiques majeurs.

Entre montage de tracteurs de haute puissance, fabrication de moissonneuses-batteuses et réalisation d'une usine de lait infantile en Algérie, Alger et Minsk passent à la vitesse supérieure.

Les travaux de la deuxième session de la Commission gouvernementale mixte algéro-biélorusse de coopération commerciale, économique, scientifique et technique se sont achevés ce mercredi 18 novembre à Minsk sur un bilan résolument tourné vers l'investissement productif.

Coprésidée par le ministre de l' Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, et le ministre biélorusse de la Réglementation antimonopole et du Commerce, Aleksandr Vladimirovitch Yakovchits, cette rencontre s'inscrit dans le prolongement de la volonté politique des présidents Abdelmadjid Tebboune et Alexandre Loukachenko d'hisser les relations bilatérales au rang de partenariats économiques concrets. Le pari de la mécanisation agricole lourde

Au cœur des accords paraphés figure le renforcement des capacités industrielles agricoles de l'Algérie à travers deux partenariats structurants :

• Des tracteurs assemblés localement : L'entreprise publique économique « Itrac » et l'usine de tracteurs de Minsk (MTZ) ont scellé un protocole d'accord portant sur la fabrication de tracteurs agricoles de haute puissance. Le partenariat prévoit l'assemblage des célèbres engins de marque « Biélorusse » en Algérie, accompagné d'un plan d'intégration progressive de leurs composants.

• Des moissonneuses-batteuses adaptées au relief : La société « Sambo Algérie » et le géant biélorusse « Gomselmash » ont signé un mémorandum d'entente axé sur l'étude, le développement et la production locale de moissonneuses-batteuses auto-nivelantes. Ces équipements de pointe seront spécifiquement conçus pour répondre aux contraintes des terrains en pente et des reliefs difficiles du pays.

souVerAineté Aliment Aire AVAncée décisiVe sur le lAit inf Antile

L'autre volet majeur de cette session concerne l'industrie agroalimentaire et la sécurité sanitaire. Le groupe laitier public « Giplait » et la société biélorusse « Belakt » ont franchi un cap déterminant en signant un nouveau document



actant le passage à une phase avancée de leur coopération.

Cet accord marque la transition officielle de l'engagement de principe à la mise en œuvre sur le terrain, accélérant ainsi le projet de réalisation d'une unité de production de lait infantile en Algérie — un produit jugé stratégique pour réduire la dépendance aux importations.

« du niVeAu des intentions Aux projets concrets »

À l'issue de ces travaux sanctionnés par la signature d'un procès-verbal établissant une feuille de route pratique pour les secteurs prioritaires, le ministre Sid Ali Khaldi s'est félicité de la dynamique enclenchée.

Selon lui, ces signatures confirment définitivement « le passage de la coopération bilatérale entre les deux pays du niveau des intentions aux projets concrets », posant ainsi les jalons d'un transfert de technologie durable et mutuellement bénéfique.

réunion du gouverneMent

EXAMEN DE PLUSIEURS DOSSIERS LIÉS À LA NUMÉRISATION, AUX PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES ET AUX INFRASTRUCTURES



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement, consacrée notamment au suivi des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation des statistiques ministériels et au contrôle des marchandises dans les ports et les aéroports, ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement de la modernisation des moyens de paiement électronique et à l'homologation des produits de construction des infrastructures de base, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 18 novembre, une réunion du Gouvernement.

A l'entame de la réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur les mesures prises pour mettre en œuvre les décisions émises par Monsieur le Président de la République lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, concernant notamment la mise en œuvre des mesures réglementaires et opérationnelles relatives à la numérisation des statistiques des secteurs ministériels, ainsi que le système de contrôle des marchandises dans les ports et les aéroports.

Par la suite, le Gouvernement a poursuivi l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route relative à la modernisation des moyens de paiement électronique. A cet égard, le Gouvernement a rappelé que cette feuille de route vise principalement à renforcer l'inclusion financière et à moderniser les systèmes bancaires et financiers publics. Elle vise également à réduire l'utilisation du cash et à renforcer le suivi des transactions à l'échelle nationale, et ce à travers trois axes principaux à savoir, l'adaptation du cadre réglementaire et la conformité aux référentiels de sécurité, le développement de solutions de paiement électronique et la digitalisation des flux de paiement, ainsi que le développement des moyens de paiement électronique par secteur.

A cette occasion, le Gouvernement a indiqué qu'au cours des neuf (09) premiers mois de l'année 2026, par rapport à 2025, la mise en œuvre de cette feuille de route a permis une progression notable de l'adoption des moyens de paiement électronique: les paiements en ligne s'élèvent à 391 milliards DA (+63%), les paiements sur terminaux de paiement électronique (TPE) à 133 milliards DA (+48%) et le paiement mobile à 56,4 milliards DA, tandis que les retraits aux distributeurs automatiques de billets (DAB) ont reculé de 14% (3 777 milliards DA).

Enfin, Le Gouvernement a entendu une communication sur la finalisation du cadre réglementaire relatif à la définition des conditions et des modalités d'homologation des produits de construction, d'entretien et d'exploitation des travaux publics et des infrastructures de base. A cet égard, il a été souligné que le renforcement du cadre réglementaire régissant les conditions et modalités d'homologation revêt une importance capitale, compte tenu de son impact sur la promotion de l'utilisation de produits fiables et de haute qualité dans la réalisation des travaux de construction, d'entretien et d'exploitation des différentes infrastructures (routes, ports, aéroports, chemins de fer).

Il s'agit, par conséquent, de garantir l'utilisation de produits conformes aux normes et spécifications techniques en vigueur, et d'assurer un contrôle rigoureux des produits de construction, ce qui permettra de protéger les usagers, garantir la durabilité et la solidité des infrastructures et à renforcer le respect des normes environnementales, ainsi que préserver le marché national en évitant la commercialisation de produits de qualité frauduleuse, non conformes aux spécifications ou dangereux".

NIVEAU 3e AS, BAC ET LICENCE :
LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE LANCE UN RECRUTEMENT DE 2 124 POSTES

épreuves pour pourvoir 2 124 postes budgétaires répartis à travers trois grades d'employés des greffes, selon les qualifications requises pour chaque poste.

D'après le communiqué du ministère, ce concours comprend 431 postes au grade de secrétaire divisionnaire de greffe, dont l'accès est conditionné par l'obtention d'une licence en sciences juridiques et administratives. Les candidats retenus bénéficieront d'une formation spécialisée d'une durée d'un an.

Le concours propose également 518 postes au grade de secrétaire des greffes, ouverts aux candidats titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent, assortis d'une formation spécialisée de deux ans.

Enfin, la troisième catégorie concerne 1 175 postes d'adjoint au secrétaire des greffes, accessibles aux personnes justifiant d'un niveau d'études de troisième année secondaire, qui suivront une formation spécialisée d'un an.

recrutement
Au ministÈre
de lA justice :
Quelles conditions
d'AccÈs ?

Les critères d'éligibilité varient selon le grade auquel aspire le candidat. Pour prétendre au poste de secrétaire divisionnaire de greffe, les postulants doivent être titulaires d'une licence en sciences juridiques et administratives, et suivront ensuite une formation spécialisée d'une durée d'un an.

Le grade de secrétaire de greffe s'adresse quant à lui aux candidats justifiant du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent, avec à la clé une formation spécialisée qui s'étendra sur une période de deux ans.

Enfin, pour accéder à la fonction d'adjoint au secrétaire de greffe, il est exigé de faire valoir un niveau de troisième année secondaire, dûment appuyé par un certificat de scolarité, un cursus qui sera également complété par une formation spécialisée d'un an.

DOSSIER DE CANDIDATURE ET DÉLAIS D'INSCRIPTION

Les frais de participation ont été fixés par le ministère à 200 dinars par candidat. Le dossier de candidature doit inclure :

•Une demande manuscrite

• Une copie de la carte nationale d'identité

• Le diplôme requis accompagné du relevé de notes

• Le formulaire de renseignements, téléchargeable sur le site web du ministère de la Justice ou de la Direction générale de la Fonction publique

• Un certificat de résidence dans l'une des communes relevant de la juridiction concernée par le recrutement

• Les pièces justificatives de la situation vis-à-vis du service national



• Un extrait d'acte de naissance

• Un certificat de généalogie/situation familiale pour les candidats mariés

• Deux certificats médicaux (médecine générale et pneumologie/maladies thoraciques)

• Deux photos d'identité

Le délai de dépôt des dossiers de candidature a été fixé à 15 jours ouvrables, à compter de la date de la première publication de l'avis au niveau de la juridiction concernée (qu'il s'agisse d'une cour, d'un tribunal, d'un tribunal administratif ou d'une cour d'appel administrative).

JEUNESSE / ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
INAUGURATION OFFICIELLE DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE À ALGER



L'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'encadrement de la jeunesse (ESSTEJ), sise dans la commune de Birkhadem (Alger), a été officiellement inaugurée mercredi, sous la supervision du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

A cette occasion, M. Hidaoui a souligné que "la transformation de l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse (INFSCJ) en Ecole supérieure des sciences et techniques de l'encadrement de la jeunesse s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le système national de la jeunesse et à concrétiser une vision tendant à améliorer les capacités des ressources humaines chargées de l'encadrement, l'accompagnement et la protection des jeunes contre les différents fléaux sociaux".

Cette démarche intervient en "concrétisation de l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cette catégorie, en faisant de la jeunesse un axe essentiel du projet d'édification de l'Algérie nouvelle, au vu des énergies, des capacités créatives et des qualifications scientifiques dont elle dispose et qui la qualifient pour contribuer efficacement aux différents domaines du développement", a-t-il expliqué.

M. Hidaoui a indiqué que "l'accès à cette école requiert l'obtention d'une moyenne de 16/20 au baccalauréat", précisant que les étudiants y suivront une formation de "5 ans, sanctionnée par un diplôme de master, avec un recrutement direct dans les établissements de jeunesse à l'issue de leur cursus".

Il a ajouté que l'école a attiré, au titre de sa première promotion, "100 étudiants issus des différentes wilayas du pays", encadrés par une élite d'enseignants spécialisés dans les sciences sociales et les sciences de l'information et de la communication.

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a souligné que la transformation de l'Institut en Ecole supérieure "s'inscrit dans le cadre des réformes engagées par le ministère dans le domaine de la formation, afin de faire de l'université un levier de l'économie innovante et un créateur de richesse".

LOCALES DU 28 NOVEMBRE
BENGRINA SOULIGNE L'IMPORTANCE DES ÉLECTIONS POUR RENFORCER LE RÔLE DES ASSEMBLÉES ÉLUES ET PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le président du Mouvement El-Bina El-Watani, Abdelkader Bengrina, a souligné jeudi à Relizane que les prochaines élections locales constituent une étape importante pour renforcer le rôle des assemblées élues et promouvoir le développement local.

Lors d'un meeting organisé à la Maison de la Culture Mohamed-Issiakhem de Relizane, dans le cadre du quinzième jour de la campagne électorale pour les élections locales du 28 novembre, M. Bengrina a indiqué que ce rendez-vous électoral constitue "une étape importante dans le processus de consolidation des institutions de l'Etat, de poursuite des réformes et de dynamisation du développement local", appelant au renforcement du rôle économique, social et développemental des élus.

Dans ce contexte, il a affirmé que sa formation politique "s'engageait à réformer les méthodes de gestion au sein des assemblées élues et à faire évoluer les mentalités, afin d'améliorer leurs performances et de mieux répondre aux préoccupations des citoyens".

Il a, par ailleurs, exhorté les candidats et les futurs élus des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW) à faire preuve de transparence et d'intégrité dans la gestion des affaires publiques.

M. Bengrina a, en outre, exprimé le souhait de voir les prochaines élections aboutir à la mise en place d'assemblées élues capables de concrétiser les aspirations des citoyens et de prendre en charge leurs préoccupations.

Le président du Mouvement El-Bina El-Watani devra animer, dans la soirée, un autre meeting à la Maison de la Culture "Abi Ras Ennaciri", dans la wilaya de Mascara.



LOCALES DU 28 NOVEMBRE
LA BONNE GESTION DES ASSEMBLÉES ÉLUES REQUIERT DES EXPÉRIENCES, DES IDÉES ET DES INITIATIVES



Le président du Front El-Moustakbal, Fateh Boutibig, a considéré jeudi depuis la wilaya de M'sila que la bonne gestion des assemblées élues requiert des expériences, des idées et des initiatives à même de contribuer au processus de développement local.

Animant un meeting à la salle des conférences du Centre culturel "Mohamed Cherif Gaher" au chef-lieu de wilaya, au 15e jour de la campagne électorale des locales du 28 novembre, M. Boutbig a affirmé que "la bonne gestion des assemblées élues ne repose pas sur les seules prérogatives administratives et budgétaires, mais requiert aussi des expériences, des idées et des initiatives aptes à transformer les énergies locales en force de proposition contribuant directement au processus de développement local".

A partir de cela, les élections locales, a-t-il ajouté, "constituent une opportunité pour le choix des compétences porteuses d'idées et de projets réels pour la gestion des assemblées élues".

M. Boutbig a réaffirmé dans ce contexte la nécessité d'une forte participation au prochain scrutin, appelant à voter en faveur des listes de son parti qui renferment "des compétences soigneusement sélectionnées", a-t-il di

FERTILISANTS

L'ESPAGNE AUGMENTE SES ACHATS AUPRÈS DE L'ALGÉRIE



La recomposition brutale du marché mondial des fertilisants, déclenchée par l'escalade militaire au Moyen-Orient depuis le début de l'année 2026, n'a pas tardé à propulser l'Algérie au rang de fournisseur stratégique et incontournable. Dans un contexte marqué par les perturbations du détroit d'Ormuz par lequel transitent près de 30% du commerce mondial d'engrais, de nombreux pays reconfigurent en urgence leurs chaînes d'approvisionnement en se tournant essentiellement vers l'Algérie considérée comme un fournisseur des plus fiables. L'Espagne illustre avec acuité ce basculement vers une dépendance accrue à l'offre algérienne.

En effet, Madrid, qui a déjà importé 152 868 tonnes d'urée algérienne en 2025, faisant ainsi de l'Algérie son deuxième fournisseur derrière l'Égypte (481 088 tonnes), a sensiblement augmenté ses approvisionnements des fertilisants auprès de l'Algérie depuis le début de l'escalade au Moyen-Orient. Confrontée aux incertitudes pesant sur les routes du Golfe depuis le début de la crise, l'Espagne privilégie, désormais, une logique de «proximité méditerranéenne», s'appuyant principalement sur l'Algérie et, dans une moindre mesure, l'Égypte, a rapporté le site espagnol agrodiario. Ainsi, la donne a changé en 2026, tant la production égyptienne subit des pressions dues à ses propres tensions énergétiques régionales, tandis que l'Algérie maintient une cadence de production stable grâce à ses immenses réserves de gaz naturel.

Ce repositionnement répond à la contrainte majeure consistant à sécuriser les flux d'approvisionnement en ces produits critiques pour l'agriculture espagnole. En contournant le détroit d'Ormuz, Madrid réduit, en effet, son exposition non seulement aux risques géopolitiques mais aussi logistiques. Selon les médias espagnols, même si cette stratégie ne prémunit pas le pays de la flambée des coûts qui pourraient, selon les projections de la FAO, progresser de 15 à 20% au premier semestre 2026, sous l'effet combiné de la hausse du pris du gaz naturel, des matières premières essentielles et des perturbations de production dans le Golfe, elle a le mérite de garantir un approvisionnement sûr en la matière. Dans ce sens d'ailleurs, les industriels espagnols, tout en reconnaissant subir une inflation importée, n'ont pas hésité à saluer la fiabilité des approvisionnements algériens.

Disponibilité

Selon différentes sources, pour l'Espagne, l'Algérie est devenue un choix qui ne nécessite pas de réfléchir par deux fois, dans la mesure où le pays capitalise sur trois avantages compétitifs décisifs. D'abord, une fiabilité logistique liée à sa proximité géographique qui réduit les délais et les coûts de transport, tout en limitant les primes d'assurance maritime devenues prohibitivement élevées sur les routes à risque. Ensuite, une disponibilité immédiate des volumes, grâce à une production nationale d'environ 3 millions de tonnes d'urée par an, largement excédentaire par rapport à une consommation interne plafonnant à 200 000 tonnes. Enfin, une stabilité énergétique fondée sur l'abondance de gaz naturel qui protège l'industrie locale des ruptures d'approvisionnement observées chez certains concurrents. A souligner, sur ce point, que le gaz naturel représente plus de 50% du coût de production des engrais azotés, et en cela, l'Algérie, premier exportateur gazier d'Afrique, protège on ne peut mieux ses usines des chocs d'approvisionnement qui paralysent ses concurrents.

Cette combinaison de facteurs explique d'ailleurs non seulement le choix de l'Espagne mais aussi l'afflux de nombreux autres acheteurs internationaux. Dans ce sens, il y a lieu de rappeler qu'il y a à peine quelques jours, l'Inde, qui est confrontée à la nécessité de nourrir une population massive et qui multiplie, par conséquent, les démarches pour sécuriser ses importations, a engagé des discussions avec plusieurs pays dont l'Algérie pour assurer des volumes réguliers de fertilisants. Selon certaines sources, l'Inde a même affrété des cargaisons de 45 000 tonnes d'urée depuis les ports algériens. Le Brésil, dont l'agriculture repose à plus de 80% sur les importations, a lui aussi réorienté une partie de ses achats vers l'Afrique du Nord, notamment l'Algérie, tandis que les États-Unis recourent davantage aux engrais algériens pour stabiliser leur marché intérieur.

Ainsi, la crise actuelle agit comme un révélateur de la justesse des choix de l'Algérie. Avec le projet de phosphate intégré dont les objectifs de productions sont de 6 millions de tonnes d'engrais phosphatés, l'Algérie consolide son statut de pivot sur le marché mondial des fertilisants. Pour l'Espagne comme pour de nombreuses économies agricoles, elle s'impose, désormais, comme un véritable bouclier d'approvisionnement, au cœur d'un nouvel équilibre énergétique et alimentaire mondial.

ENGRAIS ALGÉRIENS :

ACHATS FRANÇAIS D'AMMONIAC À +82 %, LA DEMANDE EUROPÉENNE EN HAUSSE MALGRÉ LE CBAM

Malgré les nouvelles contraintes commerciales européennes, l'Algérie continue de renforcer sa présence sur le marché des engrais. L'ammoniac progresse de 21 %, tandis que les exportations d'urée repartent à la hausse. Quels pays européens achètent le plus ?

Malgré les nouvelles contraintes commerciales imposées par l'Union européenne, les exportations algériennes d' engrais continuent de progresser sur plusieurs marchés du continent. L'ammoniac enregistre notamment une hausse de plus de 21 % sur les neuf premiers mois de 2026, avec l'Espagne et la France parmi ses principaux débouchés. Cette évolution intervient dans un contexte particulier, marqué par l'entrée en vigueur du mécanisme carbone aux frontières, la suspension de certains droits de douane et les perturbations des approvisionnements internationaux.

AmmoniAc
les exportAtions
Algériennes progressent
de 21 % en europe

Les exportations algériennes de fertilisants vers l'Union européenne ont atteint près de 1,04 million de tonnes entre janvier et septembre 2026, selon les données d'Eurostat reprises dans les statistiques commerciales.

L'ammoniac représente plus de la moitié de ces volumes, avec 538 000 tonnes expédiées, contre 444 000 tonnes durant la même période de 2025. Cette progression de 94 000 tonnes correspond à une hausse de plus de 21 %.

Trois marchés européens concentrent une part importante des achats d'ammoniac algérien :

1.L'Espagne, avec 168 000 tonnes importées, contre 128 000 tonnes un an auparavant.

2. La France, dont les importations ont presque doublé, passant de 73 000 à environ 133 000 tonnes.

3. Les Pays-Bas, avec 83 000 tonnes.

Cette progression intervient alors que les producteurs européens doivent composer avec des coûts énergétiques élevés. Et des besoins importants en matières premières pour fabriquer leurs engrais azotés.

cArbone Aux frontiÈres,
droits suspendus
le nouVeAu cAdre
européen
pour les engrAis

Le marché européen a connu plusieurs évolutions réglementaires en 2026. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) est notamment entré dans sa phase définitive le 1er janvier.

La Commission européenne précise que ce dispositif concerne plusieurs secteurs, dont celui des fertilisants. Il impose aux importateurs concernés de déclarer les émissions de carbone associées aux marchandises achetées hors de l'Union et de restituer les certificats correspondants.

Cette réglementation concerne notamment l'ammoniac et l'urée. Elle constitue une contrainte supplémentaire pour les échanges internationaux de fertilisants. Même si elle ne correspond pas à un droit de douane classique.



Parallèlement, le Conseil de l'Union européenne a annoncé, le 22 mai 2026, la suspension pendant un an des droits du tarif douanier commun sur certains engrais azotés, dont l'urée et l'ammoniac.

Dans son communiqué officiel, le Conseil explique que cette mesure vise à réduire les coûts pour les agriculteurs et les industriels européens. Tout en diversifiant les sources d'approvisionnement.

La suspension reste toutefois encadrée par des contingents d'importation et exclut les produits originaires de Russie et de Biélorussie.

Ce changement réglementaire intervient dans un contexte où l'Union européenne cherche à sécuriser ses approvisionnements en engrais et à limiter sa dépendance envers certains fournisseurs.

urée
les exportAtions
Algériennes
reprennent AprÈs
plusieurs
mois difficiles

L'évolution des exportations d'urée vers l'Europe a été différente de celle de l'ammoniac.

Les échanges ont subi les effets des nouvelles contraintes commerciales et du ralentissement de la demande sur le marché européen. La situation s'est toutefois améliorée durant les derniers mois de l'été.

EXPORTATION DE PIÈCES DE RECHANGE AUTOMOBILES

LES FABRICANTS DEVRONT D'ABORD RÉPONDRE AUX BESOINS DU MARCHÉ ALGÉRIEN



La qualité des pièces de rechange constitue un autre chantier pour l'industrie automobile algérienne. Alors que le pays cherche à développer la production locale et à limiter sa dépendance aux composants importés, le ministère de l'Industrie entend renforcer l'accompagnement des fabricants nationaux, notamment sur les questions de normalisation et de certification.

Le ministre de l'Industrie, le professeur Farid Kourtel, a réuni lundi 9 novembre 2026 les responsables de l'Institut algérien de normalisation (IANOR), de l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC) et de l'Office algérien de métrologie (OAM). En présence de cadres du secteur. Les fabricants de pièces de rechange et d'accessoires pour véhicules figuraient au centre des discussions.

piÈces de recHAnge
Automobiles
l' Algérie Veut
fAciliter
lA certificAtion
des fAbricAnts locAux

La rencontre a notamment permis d'examiner les dispositifs destinés à accompagner les industriels dans leurs démarches de normalisation, d'évaluation de la conformité et de certification.

Le ministère souhaite faciliter l'accès des fabricants aux certificats nécessaires, en tenant compte des normes et spécifications nationales et internationales. Une démarche qui concerne particulièrement les producteurs de pièces de rechange et d'accessoires automobiles, identifiés comme prioritaires.

La conformité aux normes représente un enjeu pour ces industriels. Qui doivent pouvoir attester de la qualité de leurs produits et répondre aux exigences applicables à leur commercialisation.

iAnor , AlgerAc et oAm
un dispositif
nAtionAl de QuAlité
À consolider

Les discussions ont également porté sur le renforcement des capacités du système national de qualité et l'amélioration de son fonctionnement.

Dans cette perspective, le ministère entend intensifier la coordination entre les trois organismes algériens et les institutions internationales spécialisées. Cette coopération doit contribuer à améliorer les mécanismes de normalisation, d'accréditation et de métrologie, tout en renforçant les garanties relatives à la conformité des produits.

Le ministère vise ainsi une meilleure protection des consommateurs. Mais aussi une amélioration de la qualité et de la compétitivité des produits fabriqués en Algérie.

exportAtion
les fAbricAnts deVront
d'Abord répondre
Aux besoins
du mArcHé Algérien

L'accès aux marchés étrangers figure également parmi les perspectives évoquées lors de cette réunion. Le ministère prévoit toutefois une progression en deux temps. Renforcer d'abord les capacités de production nationales et répondre aux besoins du marché local, avant de permettre aux produits algériens de se positionner davantage à l'international.

Port d'annaBa :

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS INSPECTE L'AVANCEMENT DU PROJET D'EXTENSION DU TERMINAL PHOSPHATIER

imen boulmaiz



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Annaba, consacrée au suivi de l'avancement du projet d'extension du port phosphatier. Cette infrastructure stratégique, qui comprend notamment la réalisation d'un quai minéralier, s'inscrit dans le cadre du projet intégré du phosphate et de la modernisation des capacités portuaires nationales.Accompagné du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, du président de l'Assemblée populaire de wilaya, des membres de la commission de sécurité, des parlementaires des deux chambres ainsi que de la délégation officielle, le ministre a entamé sa visite par une inspection des différents chantiers composant ce projet d'envergure. Sur place, la délégation a pu constater l'état d'avancement des travaux de réalisation des infrastructures de base du quai minéralier, qui ont atteint des étapes avancées. Le ministre s'est également enquis de la progression des différents ouvrages et installations, ainsi que des moyens humains et matériels mobilisés pour assurer la concrétisation de cette infrastructure.

Le projet prévoit notamment la réalisation d'un quai minéralier d'une longueur de 1 600 mètres, accompagné d'une plateforme arrière d'une superficie de 82 hectares. Les travaux portent actuellement sur plusieurs opérations techniques, notamment le fonçage des pieux, les opérations de remblaiement, le renforcement et le traitement des sols, ainsi que la réalisation des ouvrages en béton nécessaires à la structure portuaire. Selon les données présentées lors de cette visite, 1 180 pieux ont déjà été foncés sur les 1 322 prévus, avec une cadence de réalisation oscillant entre 7 et 10 pieux par jour. Concernant la superstructure du quai, 107 poutres en béton armé ont été installées et 880 dalles en béton armé préfabriquées ont été réalisées. Les équipes préparent actuellement le coulage du béton de la dalle supérieure, qui constituera la partie haute de l'ouvrage.

une drague chinoise de haute technologie mobilisée sur le chantier

La visite ministérielle s'est poursuivie à bord du navire chinois « Tunjong », spécialement mobilisé pour les opérations de dragage et de remblaiement dans le cadre de l'extension du port phosphatier d'Annaba. Le ministre et le wali ont ainsi pu suivre de près les opérations maritimes destinées à atteindre les profondeurs nécessaires à l'exploitation du futur quai, notamment au niveau du bassin portuaire, où la profondeur ciblée est de 16 mètres sous le niveau de la mer. Doté d'une capacité opérationnelle de 35 000 mètres cubes de dragage et de remblaiement par jour, ce navire dispose d'équipements technologiques modernes et de systèmes innovants, utilisés pour la première fois en Algérie selon les informations communiquées lors de la visite. Ces technologies doivent contribuer à améliorer le rendement des travaux et à réduire les délais de réalisation. À cette occasion, une présentation technique détaillée a été consacrée aux capacités du navire, notamment à son système intelligent de contrôle et de gestion, permettant de piloter et de suivre en temps réel les opérations de dragage, de pompage et de remblaiement. Ce dispositif repose sur des technologies avancées de navigation, de communication et de géolocalisation. Le navire fonctionne également avec un système à double carburant, utilisant le méthanol et le diesel, une caractéristique permettant d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire l'impact environnemental. Il est par ailleurs conçu pour intervenir dans des conditions maritimes et climatiques difficiles et effectuer des opérations de dragage à des profondeurs comprises entre 6 et 120 mètres. Les opérations ont déjà permis d'extraire 11 millions de mètres cubes de matériaux sur un volume total programmé de 13 millions de mètres cubes.

plus de 3,4 millions de mètres cubes de remblais réalisés

S'agissant des travaux de remblaiement derrière le quai et dans les zones profondes à l'aide de sable marin, les quantités réalisées sur la plateforme arrière du quai avoisinent les 2,3 millions de mètres cubes, tandis que le volume global des remblais effectués dépasse désormais 3,4 millions de mètres cubes. Parallèlement, les opérations de traitement des sols se poursuivent à travers la technique de vibroflottation, destinée à améliorer les caractéristiques des sols sableux et à renforcer leur capacité portante. La technique des drains verticaux préfabriqués, connue sous l'appellation PVD, est également utilisée afin de maîtriser et d'accélérer le processus de consolidation et de tassement des sols. Les travaux maritimes comprennent aussi la mise en place de roches et de blocs de pierre transportés par camions, dans le cadre du prolongement de l'ancienne digue de protection. À ce stade, près de 4,32 millions de tonnes de pierres ont été mises en place sur les 5,5 millions de tonnes programmées. Des blocs rocheux et des éléments en béton de forte masse sont également utilisés afin de garantir la protection de l'ouvrage contre les vagues et les courants marins.

le ministre insiste sur le respect des délais de réalisation

Au terme de cette visite d'inspection, Abdelkader Djellaoui a exprimé sa satisfaction quant au niveau d'avancement des travaux et au rythme de réalisation des différentes composantes du projet.

Il a notamment relevé l'amélioration du rendement du chantier à la suite du renforcement des moyens mobilisés, avec l'arrivée d'un deuxième navire spécialisé dans les opérations de fonçage des pieux et la sécurisation des travaux maritimes, permettant ainsi d'accélérer la cadence d'exécution.

annaBa

LE WALI ACCÉLÈRE LE SUIVI DES PROJETS DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION EN PRÉVISION DES PROCHAINES RENTRÉES SCOLAIRES

imen boulmaiz

Le wali de la wilaya d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, a présidé, dans hier, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement des projets relevant du secteur de l'éducation, avec un accent particulier sur le respect des délais de réalisation et la préparation des prochaines rentrées scolaires. Cette rencontre avait notamment pour objectif d'évaluer le degré de mise en œuvre des conclusions de la réunion tenue le 5 novembre dernier, consacrée au dossier de la rentrée scolaire 2026-2027. Les discussions ont également porté sur l'examen de la situation des différents projets éducatifs programmés pour être réceptionnés au cours du mois de décembre 2026, ainsi que ceux destinés à être opérationnels à l'occasion de la rentrée scolaire 2027-2028. À cette occasion, le premier responsable de la wilaya a insisté sur l'impératif de respecter les délais contractuels et de veiller à la livraison des infrastructures scolaires aux échéances fixées. Il a également souligné que l'accélération du rythme des travaux ne devait en aucun cas se faire au détriment de la qualité des réalisations, lesquelles doivent impérativement répondre aux normes techniques en vigueur. Le wali a, par ailleurs, appelé à intensifier les sorties de suivi et de contrôle sur le terrain afin de constater de près l'évolution des chantiers, d'identifier les éventuels retards et de prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Il a également instruit les différents intervenants de redoubler d'efforts pour lever les contraintes administratives et techniques susceptibles d'entraver la progression des travaux. La coordination entre les différentes directions et organismes concernés a également été présentée comme un élément essentiel pour



assurer le bon déroulement des opérations et garantir la concrétisation des projets dans les meilleures conditions. La réunion s'est déroulée en présence du wali délégué de la circonscription administrative de Draâ Errich, du secrétaire général de la wilaya, de l'inspecteur général, des chefs de daïra, ainsi que des directeurs des équipements publics, de la programmation et du suivi budgétaire et de l'administration locale. Le trésorier de la wilaya, les bureaux d'études et les entreprises chargées de la réalisation des projets éducatifs ont également pris part à cette rencontre.

annaBa

UNE OPÉRATION DE DISTRIBUTION DE POMMES DE TERRE AU MARCHÉ DE GROS D'EL BOUNI POUR ASSURER LA STABILITÉ DES PRIX

imen boulmaiz

Dans le cadre des mesures visant à réguler l'approvisionnement du marché local et à garantir la disponibilité des produits alimentaires de large consommation, le directeur du commerce de la wilaya d'Annaba, Saïf Eddine Chekhb, a effectué une sortie de terrain au niveau du marché de gros Antar, situé dans la commune d'El Bouni, afin de suivre le déroulement d'une opération de commercialisation de quantités de pommes de terre destinées à être distribuées aux commerçants de détail. Cette visite a permis au responsable du secteur de s'enquérir des conditions de distribution de ce produit de large consommation, notamment des modalités de son acheminement vers les différents commerçants chargés de sa commercialisation au niveau du marché local. Sur place, le directeur du commerce a suivi les différentes étapes de l'opération, en insistant particulièrement sur le respect du prix réglementé de la pomme de terre. Il a rappelé l'importance de veiller à l'application des prix fixés, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et d'éviter toute pratique susceptible de perturber le fonctionnement normal du marché. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des mesures de régulation de l'approvisionnement et de stabilisation du marché local, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires essentiels, dont la pomme de terre demeure l'un des produits les plus consommés par les ménages. L'opération s'est déroulée avec la participation des services de la Gendarmerie nationale d'El Bouni ainsi que du représentant des mandataires du marché de gros Antar. Cette coordination entre les différents intervenants vise à assurer le bon déroulement de la distribution et à renforcer le suivi des circuits de commercialisation. À travers cette sortie de terrain, la Direction du commerce de la wilaya d'Annaba poursuit ses efforts de contrôle et de suivi des opérations d'approvisionnement, avec pour objectif de garantir une distribution organisée des produits de large consommation et de contribuer à la stabilité des prix sur le marché local.



annaBa

UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION POUR GÉNÉRALISER LA CARTE ÉLECTRONIQUE DE L'ARTISAN



imen boulmaiz

Dans le cadre de la stratégie de numérisation du secteur de l'artisanat et de la modernisation des services administratifs destinés aux professionnels, la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Annaba, en coordination avec la Chambre de l'artisanat et des métiers, a lancé une vaste campagne de sensibilisation visant à généraliser l'obtention de la carte électronique de l'artisan auprès des professionnels du secteur. Cette opération s'inscrit dans une démarche de modernisation de la gestion administrative des activités artisanales, à travers l'adoption d'outils numériques destinés à simplifier les démarches, améliorer la qualité des prestations et faciliter les relations entre l'administration et les artisans. Dans ce cadre, la campagne de proximité a fait escale, lundi 16 novembre 2026, dans la commune d'El Hadjar, où une rencontre de sensibilisation a été organisée au profit des artisans locaux. Cette initiative avait pour objectif de les accompagner dans les procédures de renouvellement de leurs cartes professionnelles et de les informer sur les modalités de leur remplacement par la nouvelle carte électronique. La rencontre a connu la participation d'inspecteurs relevant de la Direction du tourisme et de l'artisanat, ainsi que de cadres de la Chambre de l'artisanat et des métiers. Ces derniers ont apporté aux participants différentes explications concernant les démarches administratives à suivre pour renouveler leur carte professionnelle et obtenir la version électronique. Les échanges ont également porté sur les avantages de cette nouvelle carte, notamment en matière de simplification des transactions administratives, de modernisation des services et de facilitation de l'accès aux différentes prestations destinées aux artisans. Les représentants des deux structures ont, par ailleurs, présenté les différents mécanismes permettant aux professionnels de bénéficier des dispositifs de soutien et d'accompagnement mis à leur disposition, afin de les aider à développer leurs activités et à améliorer leurs conditions d'exercice, les responsables du secteur entendent renforcer la proximité avec les artisans, les accompagner dans leur transition vers les outils numériques et les sensibiliser à l'importance de cette évolution dans l'organisation et la structuration de leurs activités.Cette démarche vise également à simplifier les procédures administratives, à améliorer l'efficacité des services publics et à contribuer au développement du secteur de l'artisanat et des métiers dans la wilaya d'Annaba. La campagne de sensibilisation se veut ainsi un moyen de rapprocher davantage l'administration des professionnels, tout en favorisant l'intégration progressive du numérique dans la gestion du secteur et la valorisation des activités artisanales.

sidi amar

DES TRAVAUX DE RÉPARATION DES FUITES D'EAU ET DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU AU QUARTIER UV 12

imen boulmaiz

Dans le cadre du suivi régulier de l'état des réseaux d'alimentation en eau potable et des interventions visant à garantir la continuité du service public, une opération de maintenance a été menée mercredi 18 novembre 2026 au niveau du quartier UV 12, dans la commune de Sidi Amar, relevant de la daïra d'El Hadjar. Cette intervention, réalisée sous la supervision du chef de daïra d'El Hadjar, a été assurée par les équipes techniques spécialisées du centre de l'Algérienne des eaux ADE d'El Hadjar. Elle avait pour objectif de remédier à plusieurs fuites d'eau constatées sur une canalisation du réseau de distribution et d'améliorer les conditions d'acheminement de cette ressource vers les habitants du quartier. Les travaux ont notamment porté sur la réparation de plusieurs points de fuite enregistrés sur une conduite en acier présentant deux diamètres différents, à savoir 90 mm et 63 mm. En parallèle, les équipes techniques ont procédé au renouvellement et au remplacement d'une partie de la canalisation jugée nécessaire à la remise en état du réseau. Dans le détail, l'opération a consisté à remplacer un tronçon de 10 mètres linéaires par une nouvelle conduite en polyéthylène haute densité (PEHD), d'un diamètre de 63 mm. Ce matériau, largement utilisé dans les réseaux d'alimentation en eau potable, permet notamment d'améliorer la résistance des installations et de limiter les risques de nouvelles dégradations. Cette intervention s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les services concernés pour assurer le bon fonctionnement des infrastructures hydrauliques, réduire les pertes d'eau occasionnées par les fuites et préserver cette ressource vitale. À travers ces opérations de maintenance et de renouvellement des conduites, les responsables locaux entendent renforcer le suivi de proximité des réseaux d'alimentation en eau potable et intervenir rapidement sur les dysfonctionnements signalés, afin de garantir une meilleure qualité du service public au profit des citoyens.



annaBa

LE PORT LANCE UNE VASTE CAMPAGNE DE NETTOYAGE ET D'AMÉLIORATION DE SES ESPACES ET INFRASTRUCTURES



imen boulmaiz

L'Entreprise portuaire d'Annaba poursuit ses efforts en matière d'amélioration du cadre de travail et de modernisation de ses installations, à travers des opérations régulières visant à renforcer la propreté, l'organisation et la sécurité au sein de l'espace portuaire. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre des Transports, Saïd Sayoud, relatives à l'amélioration des performances des ports nationaux et à la valorisation de leur environnement, ainsi que des orientations de terrain du groupe Serport, chargé de la gestion des services portuaires. Dans ce contexte, l'Entreprise portuaire d'Annaba a organisé, hier soir , une vaste campagne de nettoyage ayant ciblé plusieurs quais, voies de circulation, espaces et infrastructures relevant du domaine portuaire. Cette opération a mobilisé les différents services et équipes concernés, qui ont procédé à des travaux de ramassage des déchets et des résidus, ainsi qu'au nettoyage des différentes zones ciblées. L'intervention avait pour objectif d'améliorer l'aspect général du port, de renforcer les conditions d'hygiène et de maintenir un environnement de travail propre, organisé et sécurisé. Pour assurer le bon déroulement de cette campagne, l'entreprise a mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires, tout en veillant à coordonner les interventions des différentes équipes. Une attention particulière a également été accordée au respect des règles de sécurité et à la continuité de l'activité portuaire durant le déroulement des opérations. Au-delà de l'amélioration de la propreté des lieux, cette initiative vise également à offrir un cadre plus adapté aux travailleurs, aux opérateurs économiques et aux différents usagers du port, tout en contribuant à la préservation des installations et des équipements portuaires. Cette campagne s'inscrit dans un programme d'interventions de terrain que l'Entreprise portuaire d'Annaba entend poursuivre afin d'améliorer durablement l'environnement portuaire, d'optimiser les conditions de travail et de renforcer la qualité des prestations offertes. le port d'Annaba entend consolider son image en tant qu'infrastructure moderne, propre et organisée, répondant aux exigences de l'activité portuaire et accompagnant les objectifs de modernisation et de développement du secteur portuaire national.

annaBa

DEUX INDIVIDUS ARRÊTÉS PAR LA POLICE POUR LE VOL D'UN TÉLÉPHONE PORTABLE À BORD D'UNE MOTO

imen boulmaiz

Les services de la Sûreté de wilaya d'Annaba poursuivent leurs efforts dans la lutte contre la criminalité en milieu urbain. Dans ce cadre, les éléments de la police relevant de la huitième sûreté urbaine ont réussi à identifier et à interpeller deux individus soupçonnés d'être impliqués dans le vol d'un téléphone portable, commis à bord d'une motocyclette. Selon les éléments communiqués par les services de police, l'affaire fait suite à une plainte déposée par une victime auprès de la huitième sûreté urbaine, signalant avoir été victime du vol de son téléphone portable par deux individus circulant à moto. Les deux suspects auraient profité de leur déplacement à bord du deux-roues pour commettre leur acte avant de prendre la fuite. Dès la réception de la plainte, les enquêteurs ont engagé les investigations nécessaires afin d'identifier les auteurs présumés de ce vol. Grâce à l'exploitation des images des caméras de vidéosurveillance et au travail d'investigation mené par les policiers, l'identité des deux suspects a pu être établie dans un court laps de temps. L'intervention des éléments de la huitième sûreté urbaine a ainsi permis leur arrestation, ainsi que la récupération du téléphone portable dérobé. La motocyclette utilisée lors de la commission de l'infraction a également été saisie par les enquêteurs dans le cadre de cette affaire. À l'issue de l'ensemble des procédures légales, les deux mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba, afin que les suites judiciaires nécessaires soient engagées. Cette opération s'inscrit dans le cadre des actions menées par les services de police pour lutter contre les différentes formes de criminalité urbaine, protéger les biens des citoyens et renforcer le sentiment de sécurité au sein de la population.



annaBa

UN INCENDIE DANS UNE ARMOIRE DE COMPTEURS ÉLECTRIQUES MAÎTRISÉ AU REZ-DE-CHAUSSÉE D'UN IMMEUBLE RÉSIDENTIEL

imen boulmaiz

Les éléments de la Protection civile de la wilaya d'Annaba sont intervenus, à 19h54, pour maîtriser un incendie qui s'est déclaré au niveau d'une armoire de compteurs électriques située au rez-de-chaussée d'un immeuble résidentiel, dans la cité du 5-Juillet, résidence Ennadjah, au chef-lieu de wilaya. Selon les informations communiquées par les services de la Protection civile, le sinistre s'est produit dans un bâtiment composé d'un rez-de-chaussée et de six étages. Alertées, les équipes d'intervention se sont rapidement rendues sur les lieux afin de circonscrire les flammes et d'éviter leur propagation aux autres parties de l'immeuble. Grâce à l'intervention des agents de la Protection civile, l'incendie a été totalement maîtrisé et éteint, permettant ainsi de sécuriser les lieux et de prévenir d'éventuels dégâts supplémentaires. Fort heureusement, aucune perte humaine n'a été enregistrée à la suite de cet incident. Cet événement rappelle l'importance de la vigilance face aux risques d'incendie liés aux installations électriques dans les immeubles d'habitation, notamment au niveau des armoires de compteurs et des équipements communs, qui nécessitent un entretien et un contrôle réguliers afin de prévenir ce type de sinistre.

Méthane :

L'UE reporte l'entrée en vigueur de son règlement pionnier au nom de la sécurité énergétique

Le texte faisait, depuis des mois, l'objet d'un tir croisé de Washington et du secteur pétrogazier.

Une fois n'est pas coutume : jeudi 19 novembre, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne (UE) s'est fendu d'un commentaire chaleureux à l'égard des Vingt-Sept. « Félicitations à nos partenaires européens pour avoir reconnu l'importance d'une approche pragmatique du règlement européen sur le méthane », a déclaré Andrew Puzder dans un long message posté sur X, saluant le compromis trouvé quelques heures plus tôt à Bruxelles pour reporter de deux ans les principales échéances de cette législation controversée. Depuis des mois, l'émissaire de Donald Trump décochait ses flèches contre ce texte pionnier qui devait imposer, dès janvier 2027, des règles strictes au secteur de l'énergie pour limiter les émissions de méthane liées à la production de pétrole et de gaz importés.

Ce lobbying des Etats-Unis – l'un des principaux fournisseurs de l'UE –, auquel s'est jointe la quasi-totalité de l'industrie pétrogazière, a fini par payer, en pleine crise énergétique provoquée par la guerre au Moyen-Orient commencée fin février. Pour les importateurs d'hydrocarbures, les premières exigences sont décalées à janvier 2029 : ils seront alors tenus de quantifier, déclarer et faire vérifier les émissions de méthane liées à leur approvisionnement. In fine, l'enjeu est de définir des plafonds maximaux d'intensité. Un processus complexe justifié par la lutte contre le changement climatique : puissant gaz à effet de serre, le méthane est le deuxième contributeur du réchauffement après le dioxyde de carbone (CO_2).



589 millions d'enfants dans le monde vivent dans une zone de guerre, un chiffre « record », selon l'ONG Save the Children

La part d'enfants vivant dans des zones de conflit a plus que doublé, passant de 10 % au milieu des années 1990 à 23,4 % en 2025, soit près d'un quart, selon ce rapport.

La part d'enfants vivant dans des zones de conflit dans le monde a plus que doublé depuis le début des statistiques sur ce sujet, passant de 10 % au milieu des années 1990 à 23,4 % en 2025, soit près d'un quart, alerte l'ONG Save the Children dans un rapport publié jeudi 19 novembre.

En 2025, 589 millions d'enfants, un chiffre « record », vivaient dans des zones de guerre, affirme Gudrun Ostby, citée dans un communiqué de presse et professeure-chercheuse à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO), dont les données ont été reprises par l'ONG. Ils étaient 378 millions en 2015.



« Tant le nombre que la proportion d'enfants exposés aux conflits ont considérablement augmenté au fil du temps », avance Save the Children, qui note que la hausse décrite « reflète davantage que la simple croissance de la population mondiale ». L'ONG définit une zone de conflit comme un territoire d'un périmètre de 50 kilomètres dans lequel au moins un incident armé s'est produit au cours d'une année donnée.

Parmi elles figurent notamment l'Afrique subsaharienne, quelques régions du Mexique, le Yémen, l'Ukraine, la Birmanie, l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie. L'Afrique compte la plus grande quantité d'enfants vivant dans des zones de conflit en 2025, au nombre d'environ 260 millions. En un an, de 2024 à 2025, leur taux a augmenté de 20 %, et aujourd'hui 44 % des enfants du monde se trouvant dans des zones de conflit sont africains.

« Cette tendance reflète à la fois le nombre croissant de conflits sur le continent et des facteurs démographiques », précise le rapport. L'Afrique est le continent qui enregistre le plus fort taux de natalité du monde. Viennent ensuite l'Asie, avec 177 millions d'enfants concernés, le continent américain, avec 69 millions d'enfants concernés, et le Moyen-Orient, avec 67 millions d'enfants concernés.

Dans cette dernière région, le nombre d'enfants exposés aux conflits a particulièrement augmenté, passant de 52 millions en 2024 à 67 millions en 2025, soit 29 % de plus. L'ONG estime qu'en Europe 15 millions d'enfants vivent dans une zone de conflit, du fait notamment de la guerre en Ukraine.

« A moins que des efforts plus importants ne soient déployés pour protéger les enfants dans les zones de conflit, les conséquences des guerres d'aujourd'hui se feront sentir pendant des décennies », avertit Mme Ostby.

En Italie, plus de 2 400 écoles ont été évacuées le 11 novembre après de fausses alertes à la bombe

Face à la multiplication des fausses alertes à la bombe, le gouvernement italien dénonce des « actions dont le seul objectif est la déstabilisation » et tient à rassurer familles et enseignants.

Ce sont 2 455 établissements scolaires qui ont été évacués en Italie le 11 novembre après la réception par e-mail de fausses alertes à la bombe, a déclaré, jeudi 19 novembre, le ministre de l'intérieur italien, Matteo Piantedosi. Plus de 6 000 établissements avaient reçu un courriel le 11 novembre, sur les 7 476 que compte le pays, annonçant un « génocide contre le peuple italien » et le dépôt d'« un puissant explosif à détonation à distance ».

La menace a été répétée le jour suivant, le 12 novembre, contre 2 778 établissements, dont 77 ont été évacués, a précisé Matteo Piantedosi devant le Parlement italien. Le gouvernement a alors diffusé une directive selon laquelle, « en l'absence d'éléments concrets supplémentaires », il n'était pas nécessaire d'évacuer les bâtiments.

Le 16 novembre, 7 500 établissements ont reçu une nouvelle alerte, dont un seul a été évacué. « Il n'y a jamais eu le moindre danger matériel (…). Le seul objectif de ces actions est la déstabilisation », a souligné le ministre de l'intérieur italien jeudi. Mais « il est encore prématuré d'en attribuer la responsabilité à un ou plusieurs acteurs hostiles et coordonnés de manière structurelle entre eux », selon l'enquête en cours.

L'impréparation du pays pointée par l'opposition

« Nous devons veiller à ne pas nous prêter au jeu de ceux qui veulent provoquer le chaos, mais cela ne signifie pas ne pas comprendre l'état d'esprit des familles et des enseignants, que je tiens à rassurer, car chaque signalement sera examiné avec la plus grande attention », a encore expliqué le ministre. Les alertes reçues sont désormais centralisées par les préfets.

Ces attaques suscitent une inquiétude croissante en Europe quant à la possibilité d'une escalade de la guerre hybride. Les menaces contre des établissements scolaires se sont multipliées ces dernières semaines en Italie, en Irlande et au Royaume-Uni, accompagnées de fausses alertes à la bombe ayant visé des vols commerciaux à travers l'Europe et d'une série de cyberattaques contre des frigos de supermarchés.

A quelques mois d'élections législatives en Italie, l'opposition y multiplie les critiques sur l'impréparation du pays face à ces attaques, quand le gouvernement ultraconservateur de Giorgia Meloni défend son bilan. Les ressources programmées pour lutter contre ces menaces hybrides ont atteint 557 millions d'euros en 2025, contre 126 millions d'euros en 2019, et doivent approcher les 2 milliards d'euros sur la période 2026-2028, a assuré le ministre de la défense, Guido Crosetto, face au Parlement mercredi.

Au Sénégal, le président applique par décret le budget rectifié crucial pour l'aide du FMI

Le budget rectificatif pour 2026 a été rejeté deux fois en commission et une fois en séance plénière à l'Assemblée nationale.



Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, à Paris, le 10 novembre 2026. LUDOVIC MARIN/REUTERS

Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a signé un décret pour « la mise en vigueur » du budget rectificatif 2026, rejeté catégoriquement depuis plusieurs semaines par la majorité parlementaire, mais jugé crucial pour ce pays surendetté et en négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue d'une aide financière.

« Le président de la République, gardien de la Constitution et garant du fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que de la continuité de l'Etat, a décidé de la mise en vigueur du projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026 à travers le décret n° 2026-2416 », écrit la présidence dans un communiqué publié jeudi 19 novembre.

Le budget rectificatif a été rejeté deux fois en commission et une fois en séance plénière à l'Assemblée nationale, où les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) disposent de la majorité. Leur chef de file, Ousmane Sonko, a été limogé en mai de son poste de premier ministre par le chef de l'Etat.

Ce budget rectificatif est présenté comme une mesure-clé, notamment par rapport aux demandes formulées par le FMI au sujet de la gestion des finances publiques du pays ouest-africain, dont la dette est estimée à 132 % du PIB en fin 2024. Le FMI a annoncé en septembre être parvenu à un accord préliminaire avec le Sénégal sur un nouveau programme d'aide de 2,2 milliards de dollars (1,93 milliard d'euros) étalé sur trente-six mois.

Le projet de budget pour 2027 en passe d'être rejeté

« Les choix politiques précis » relèvent du Sénégal, mais le budget adopté par Dakar devra néanmoins être « cohérent » par rapport aux engagements pris lors des négociations du programme d'aide, avait averti le 12 novembre la porte-parole du FMI, Julie Kozack, lors d'un point presse à Washington, DC.

La décision du président sénégalais de mettre en œuvre le budget 2026 révisé par décret a lieu alors que l'Assemblée nationale est en passe de rejeter également le budget 2027 présenté par le gouvernement. Certaines parties du texte ont été rejetées, mercredi, en séance plénière par les députés, qui avaient fait de même en commission, la semaine dernière.

Le budget révisé 2026 prend en compte la forte hausse des prix des hydrocarbures, due notamment aux conflits au Moyen-Orient, la baisse de recettes fiscales attendues d'un récent plan de redressement gouvernemental et la hausse du service de la dette, selon les autorités.

De son côté, le Pastef reproche au gouvernement d'avoir réduit des investissements dans la santé, l'éducation, l'emploi, la formation et l'hydraulique dans le cadre de cette révision.

Au Costa Rica, un journaliste qui dénonçait les liens entre narcotrafic et politique a été assassiné

Camilo Rodriguez Chaverri a été tué par balle dans un pays longtemps considéré comme une exception régionale en matière de démocratie. Mais ces dernières années, les attaques verbales contre les journalistes et les médias par le gouvernement se sont multipliées, faisant reculer la liberté de la presse.

La vidéo diffusée par les autorités montre deux personnes à moto qui se rapprochent d'une voiture, ce lundi 16 novembre, dans la périphérie de San José, la capitale du Costa Rica. Le passager à l'arrière de la moto tire à plusieurs reprises sur le conducteur du véhicule et s'assure de son forfait avant de prendre la fuite. La police a retrouvé dix douilles sur place, et six balles ont atteint le journaliste Camilo Rodriguez Chaverri, 50 ans, connu au Costa Rica pour ses dénonciations de la collusion entre narcotrafiquants et politiques. Ce crime s'est déroulé à 100 mètres du lieu de l'assassinat, en 2001, du journaliste Parmenio Medina, directeur de l'émission radiophonique « La Patada », le dernier reporter tué au Costa Rica.

Dans une vidéo publiée en avril sur sa page TikTok, Camilo Rodriguez Chaverri avait dénoncé des « menaces de mort de plus en plus fortes » et annoncé avoir envoyé les preuves de son travail à cinq médias étrangers, « pour qu'elles soient préservées hors du Costa Rica ». « Et, avait-il souligné, pour que tous ces narcotrafiquants et avocats véreux qui m'ont adressé un grand nombre de menaces de mort finissent en prison. » Le procureur général, Carlo Diaz, a reconnu que le journaliste avait également déposé dix plaintes en deux ans pour ces mêmes menaces de mort, mais qu'il n'avait pas intégré le programme de protection des journalistes.



Une cyberattaque assistée par l'IA a ciblé la Commission européenne en octobre

L'exécutif européen a dit avoir été victime d'une « cyber campagne générée par l'IA », liée à un « usage abusif d'un outil d'IA » et détectée le 22 octobre. Mais aucune violation de données n'a été prouvée à ce stade, selon un porte-parole.

La Commission européenne a révélé, jeudi 19 novembre, avoir été la cible à la fin du mois d'octobre d'une cyberattaque assistée par l'intelligence artificielle (IA). Aucune violation de données n'a été prouvée à ce stade, selon un porte-parole.

Confirmant une information du média Politico, l'exécutif européen a annoncé avoir été victime d'une « cyber campagne générée par l'IA », liée à un « usage abusif d'un outil d'IA » et détectée le 22 octobre. « Nous avons pris les mesures nécessaires. Une enquête a été immédiatement ouverte », a déclaré le porte-parole, Thomas Regnier, devant la presse à Bruxelles. « À ce stade de l'enquête, nous n'avons trouvé aucun élément attestant d'une violation de données affectant l'ensemble du personnel de la Commission », a-t-il ajouté.

L'enquête doit déterminer qui se cache derrière l'attaque. Les pirates ont utilisé un outil de cybersécurité chinois reposant sur l'IA appelé « Artex », d'après un responsable européen. Il a déjà été utilisé dans une série de piratages visant des entreprises japonaises, selon les conclusions de la branche cybersécurité d'un grand groupe internet basé à Tokyo.

Artex a été conçu pour aider les organisations à renforcer leurs défenses informatiques grâce à des tests de sécurité alimentés par l'IA, afin de détecter d'éventuels points faibles.

Un appel à renforcer la coopération contre les cyberattaques

Mercredi, la Banque centrale européenne a appelé dans un rapport à renforcer la coopération contre les cyberattaques, estimant que les progrès de l'IA accentuent cette menace, comme l'a illustré récemment une série d'attaques subies par des établissements bancaires en France. L'institution de Francfort a souligné que les systèmes d'IA dits « agentiques » permettent aux pirates informatiques d'agir avec une efficacité croissante, alors que les modèles les plus avancés deviennent rapidement accessibles à moindre coût.

Par ailleurs, une dizaine de pays européens ont été frappés début novembre par des cyberattaques ciblant des réfrigérateurs du secteur de la distribution alimentaire. Les chaînes de supermarchés visées ont dû se séparer d'une grande quantité de nourriture. La France a imputé à une unité cyber liée au pouvoir iranien l'attaque de ce type qu'elle a subie en octobre, ce que Téhéran a vivement réfuté.

En Allemagne, une étude a mis en évidence en octobre que les entreprises du pays étaient trop peu protégées face aux risques de cyberattaques alimentées par l'IA. L'étude soulignait que le mode opératoire le plus fréquent est l'envoi de mails de « phishing » générés par l'IA, « formulés de manière très convaincante et précisément adaptés à des personnes ou entreprises spécifiques ». Les attaques ne se limitent toutefois pas à l'Europe.

SEYBOUSE
Quotidien indépendant d'information générale times

Foot / Mondial-u17 2026

LES CADETS ALGÉRIENS À L'ASSAUT DU GOTHA MONDIAL AVEC L'AMBITION DE RÉALISER UN PARCOURS HONORABLE



La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17), s'apprête à retrouver la Coupe du monde de la catégorie, à l'occasion de l'édition 2026 prévue au Qatar du 19 novembre au 13 décembre, avec l'ambition de franchir le cap du premier tour et de réaliser un parcours honorable sur la scène internationale.

Dix-sept ans après leur unique participation à cette compétition, les jeunes Verts renouent ainsi avec le rendez-vous mondial, avec la volonté de défendre dignement les couleurs nationales. Cette deuxième apparition dans l'histoire du football algérien U17 en Coupe du monde, constitue donc un nouveau défi pour cette génération, appelée à franchir un cap et à se mesurer à des adversaires de différentes écoles footballistiques.

Qualifiés pour cette échéance grâce à leur place de quart de finalistes lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations de la catégorie, les protégés du sélectionneur Amine Ghimouz abordent ce tournoi avec des ambitions affichées et l'envie de laisser leur empreinte dans cette compétition.

Dans un entretien accordé au site de la Fédération internationale de football (FIFA), Ghimouz a souligné que l'objectif de son équipe était "de figurer parmi les sélections qualifiées pour la phase à élimination directe", tout en affichant son ambition "d'aller le plus loin possible dans cette compétition et de faire honneur aux couleurs nationales." Versée dans le groupe J, l'Algérie aura fort à faire face au Chili, au Monténégro et à la République dominicaine.

Cette dernière a intégré la compétition à la suite du retrait des Etats-Unis, dont la place a été attribuée aux Dominicains après leur repêchage officiel par la FIFA. Une poule qui s'annonce disputée, avec quatre sélections aux profils et aux caractéristiques footballistiques différents. Pour les coéquipiers de Yacine Abed, le premier examen est programmé samedi prochain face au Chili, à partir de 16h30 (heure algérienne), sur le terrain numéro 7 du complexe Aspire Zone.

Cette première sortie sera particulièrement importante pour les jeunes Algériens, qui chercheront à réussir leur entrée en matière et à engranger un résultat positif susceptible de les placer dans les meilleures dispositions avant la suite de la phase de groupes.

Les Verts enchaîneront ensuite avec leurs deux autres rencontres face au Monténégro et à la République dominicaine, avec la nécessité de négocier au mieux ces trois confrontations pour espérer poursuivre leur aventure qatarie.

Au-delà de l'enjeu sportif immédiat, cette participation représente une étape importante dans le parcours de cette jeune sélection et une occasion pour les joueurs de se confronter au très haut niveau international.

Après près de deux décennies loin du Mondial U17, l'Algérie entend profiter de cette nouvelle opportunité pour renouer avec la compétition mondiale, gagner en expérience et, surtout, tenter de franchir un premier tour qui lui avait échappé lors de sa seule apparition en 2009.

olYMPiades aFricaines des Métiers À oran

UN TOURNOI DE FOOTBALL AU PROFIT DES JEUNES PARTICIPANTS

La Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya d'Oran organise un tournoi de football au profit des jeunes participant aux Olympiades africaines des métiers 2026, dans le cadre du programme d'activités sportives et récréatives prévu en marge de cette manifestation continentale, qui a débuté lundi dernier et se poursuivra jusqu'à jeudi, a indiqué mercredi la direction.

Le coup d'envoi de ce tournoi a été donné par le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, Lahcen Laâdjadj, au niveau des terrains du Village méditerranéen, qui accueille les délégations participantes. Cette compétition a enregistré la participation de jeunes issus de différentes wilayas du pays ainsi que de plusieurs pays africains prenant part à cet événement continental, a précisé la même source.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme d'animation élaboré par la DJS, visant à offrir aux participants des moments de détente à travers des activités sportives et récréatives, tout en favorisant les échanges et les rencontres entre les jeunes, dans une ambiance empreinte d'esprit sportif, de saine compétition et de fraternité, a souligné la même source.

Cette démarche traduit la volonté de la Direction de la jeunesse et des sports de diversifier les activités d'accompagnement des Olympiades, conférant ainsi à ce rendez-vous africain des dimensions sportives, récréatives et juvéniles.

Pour rappel, les Olympiades africaines des métiers, dont l'ouverture a été présidée par le ministre



d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, enregistrent la participation de près de 600 candidats représentant 18 pays africains, en compétition dans 45 spécialités réparties sur six filières professionnelles.

l 'usM annaBa Face au Mo constantine

LES SUPPORTERS ATTENDENT UN NOUVEAU SUCCÈS À DOMICILE



Les Rouge et blanc retrouveront leur public ce samedi 21 novembre au stade du 19-Mai-1956 d'Annaba, à l'occasion d'une rencontre de Ligue 2 face au MO Constantine. Le coup d'envoi est prévu à 14h00. L'USM Annaba s'apprête à disputer un rendez-vous important devant ses supporters. Face au MO Constantine, les hommes de l'équipe annabi auront l'occasion de confirmer leurs ambitions et de poursuivre leur parcours en championnat. Après plusieurs rencontres marquées par des résultats partagés, les Annabis chercheront à retrouver le chemin de la victoire et à offrir une belle prestation à leur public. Le dernier match face au MO Béjaïa s'est soldé par un score de parité (1-1). La rencontre de samedi représente donc une nouvelle occasion pour les Rouge et blanc de démontrer leur détermination, leur solidarité et leur capacité à défendre les couleurs de la ville d'Annaba. De leur côté, les supporters espèrent voir leur équipe livrer une prestation convaincante dans une ambiance sportive à la hauteur de l'histoire du club.

Sport International

doPage

CHAMPIONNE DU MONDE DU MARATHON, LA KÉNYANE PERES JEPCHIRCHIR EST SUSPENDUE TROIS ANS



L'athlète kényane Peres Jepchirchir, championne du monde en titre du marathon et championne olympique à Tokyo en 2021, a été suspendue trois ans après un contrôle antidopage révélant l'utilisation d'EPO, a annoncé jeudi 19 novembre l'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU)

L'ancienne détentrice du record du monde du semi-marathon, âgée de 33 ans, a signé un « formulaire de reconnaissance des violations des règles antidopage » dans lequel elle a accepté « la disqualification de tous ses résultats sportifs à compter du 17 juillet 2026, y compris sa victoire au marathon de Sydney », en amont duquel l'échantillon positif à l'érythropoïétine (EPO), un produit stimulant la production de globules rouges, avait été recueilli, a expliqué l'AIU dans un communiqué. Sacrée championne du monde à Tokyo en 2025, Jepchirchir est la neuvième performeuse de l'histoire sur marathon avec un record en 2 h 14 min 43 sec. Elle a notamment remporté les marathons de Londres (2024), Boston (2022) et New York (2021). En 2021, elle avait également été sacrée championne olympique de la distance.

« Elle gâche une longue et incroyable carrière

Deux autres athlètes kényans épinglés pour dopage ont également vu leur sanction définitive prononcée : Veronica Loleo, médaillée d'argent du semi-marathon au dernier championnat du monde sur route et 6e mondiale, a également écopé de trois ans de suspension. Ronald Korir, qui avait terminé 4e du marathon de Berlin en 2023, a été suspendu pour six ans, après des anomalies trouvées dans son passeport biologique sur une période de vingt mois qu'il n'a su expliquer

Peres Jepchirchir et Veronica Loleo encouraient initialement quatre ans de suspension mais leur peine a été réduite d'un an car elles ont reconnu leur faute, a indiqué l'AIU. « Quand j'ai appris (la suspension) il y a trois jours, j'ai été choquée », avait réagi son agent Gianni Demadona, à l'annonce de la suspension provisoire de Jepchirchir. « Je lui ai fait confiance pendant les treize années où on a travaillé ensemble et je me suis trompé, avait-il encore commenté. Elle gâche une longue et incroyable carrière et la termine de la plus mauvaise des façons. »

En 2029,
les premiers
Mondiaux
d'Athlétisme
en Afrique

Les autorités kényanes ont fait beaucoup de progrès dans la lutte contre le dopage ces cinq dernières années, mais ces cas montrent qu'il reste encore un long chemin à parcourir », a observé le directeur de l'AIU Brett Clothier. « Le gouvernement kényan est conscient de la situation actuelle et il s'est engagé à renforcer encore l'agence kényane antidopage et à prendre des mesures contre des réseaux criminels qui permettent le dopage dans le pays », a-t-il ajouté dans le même communiqué

vers une révolution dans le Monde du cYclisMe

24 ÉQUIPES PROFESSIONNELLES S'ASSOCIENT POUR GÉNÉRER DAVANTAGE DE REVENUS

Va-t-on vivre une révolution dans le monde du cyclisme dans les prochaines années ? 24 équipes professionnelles, 13 masculines et 11 féminines, ont en tout cas décidé de s'associer pour tenter de faire bouger les lignes.

Ils ont donc créé le Collective Cycling Group (CCG), société qui sera basée au Royaume-Uni. 95 % du groupe appartiendra aux équipes participantes, recevant une part égale des parts de la société. Parmi les formations présentes, on retrouve notamment Lidl-Trek, Decathlon CMA CGM, Visma | Lease a Bike, EF Education-Easy Post, NSN Cycling Team ou encore Pinarello-Q36.5. Les 5 % restants seront divisés entre les cinq investisseurs de départ, qui ont chacun investi 5 millions d'euros, selon Cycling Weekly. Parmi ceux-ci, on retrouverait ainsi le milliardaire Ivan Glasenberg, propriétaire des marques Pinarello (vélo), Q36.5 (vêtements) et Amacx (nutrition), selon Escape Collective et Domestique. Des équipes, comme Netcompany-INEOS, Red Bull-Bora-Hansgrohe ou FDJ-Suez, ont affirmé leur soutien au projet mais sans y prendre part pour le moment. En revanche, d'autres formations ont refusé d'y participer dont la puissante UAE Team Emirates mais aussi Jayco-AlUla et Groupama-FDJ.

"Libérer le potentiel du cyclisme"

L'objectif principal du Collective Cycling Group est de provoquer des réformes en profondeur et de créer de nouvelles sources de revenus, ainsi qu'un meilleur modèle économique pour le cyclisme. Ils évoquent ainsi "une ambition commune" pour le cyclisme dans leur premier communiqué : "Libérer le potentiel du cyclisme professionnel, améliorer le produit afin de mieux répondre aux attentes du grand public, et répondre au besoin d'un modèle économique plus durable dans le cyclisme sur route ainsi que d'un élargissement de son rayonnement au niveau mondial."

Si les équipes s'allient, elles devront également recevoir le soutien des grands organisateurs de course pour avoir une chance de réussir à mieux répartir les revenus liés notamment aux droits télévisés. Actuellement, ceux-ci ne sont pas répartis de manière égale entre les organisateurs et les équipes.

ASO et l'UCI ne sont pas favorables

En revanche, le groupe ASO, qui organise le Tour de France, mais aussi le Tour d'Espagne, Paris-Roubaix, Liège-Bastogne-Liège, la Flèche wallonne, Paris-Nice ou encore le Tour Auvergne-Rhône-Alpes, ne soutiendra pas le projet. Le groupe se dit favorable à une modernisation du sport cycliste. Mais, en tant qu'acteur dominant du cyclisme grâce principalement à la Grande Boucle, il n'a aucun intérêt à voir les lignes bouger et s'oppose à chaque tentative de réforme qui l'exhorterait à davantage partager les revenus liés aux droits télés ou au sponsoring.

De son côté, l'Union Cycliste Internationale est dans la même position. Le Collective Cycling Group pourrait menacer une partie de son contrôle sur le circuit professionnel. L'UCI préfère donc avancer sur ses propres réformes, de son côté. L'organisation devrait d'ailleurs présenter ses plans lors du prochain séminaire de l'UCI, qui se tiendra les 9 et 10 décembre prochains, à Benidorm. Ainsi, l'Union cycliste internationale travaille sur un calendrier de courses plus cohérent, sur un mécanisme d'équité financière comme un budget cap, ainsi que sur la sécurité des parcours et la modernisation de la diffusion.



Sur les traces
de one Cycling

Sans le soutien d'ASO et de l'UCI, le Collective Cycling Group a très peu de chance de faire changer durablement le paysage cycliste. Le CCG a donc de grandes chances de tomber dans l'oubli comme les précédentes tentatives d'associations entre équipes (Velon et One Cycling). S'il est bien une nouvelle organisation, il est d'ailleurs né sur les cendres de One Cycling, projet similaire bloqué en 2025 par l'UCI. À l'époque, l'objectif de One Cycling était de réunir équipes et organisateurs pour créer de nouvelles sources de revenus. Il aurait bénéficié d'un soutien de 250 millions d'euros de la part d'un fonds d'investissement saoudien dans le but de créer quatre nouvelles épreuves WorldTour en Amérique et en Arabie saoudite pour générer des revenus. Mais l'UCI a refusé de reprendre ces nouvelles courses dans son calendrier WorldTour pour les années 2026-2028, ce qui a mis fin au projet.



COMMENT FONCTIONNE UN ÉCRAN
DE LA LUMIÈRE AU PIXEL, ET POURQUOI TOUS LES ÉCRANS NE SE VALENT PAS

On passe des heures devant, sans jamais vraiment les regarder. Un écran de télévision, de téléphone ou d'ordinateur n'est pourtant pas une surface magique. C'est un assemblage de couches, de lumières et de minuscules commutateurs qui, ensemble, produisent des images. Comprendre comment cela fonctionne permet de saisir pourquoi certains écrans sont plus beaux que d'autres, et pourquoi les technologies ne cessent d'évoluer.

le pixel: lA briQue de bAse

Tout commence par un constat simple : une image sur un écran n'est pas une image continue. C'est une grille de points, appelés pixels. Chaque pixel est lui-même divisé en trois sous-pixels : un rouge, un vert et un bleu . En mélangeant ces trois couleurs à des intensités différentes, on obtient toutes les teintes visibles. Un écran Full HD de 1920 × 1080 pixels contient ainsi plus de 6,2 millions de sous-pixels .

Le cerveau fait le reste. Il fusionne ces points minuscules pour percevoir une image cohérente. C'est pourquoi, de près, on distingue parfois la grille, alors que de loin, tout semble lisse.

lA tecHnologie lcd: bloQuer ou lAisser pAsser lA lumiÈre

La technologie la plus répandue reste le LCD (affichage à cristaux liquides). Son principe est ingénieux : l'écran ne produit pas de lumière lui-même. Il utilise une source de rétroéclairage blanche, située derrière la dalle, et la laisse passer ou la bloque pixel par pixel .

Comment bloquer la lumière ? Grâce à des cristaux liquides piégés entre deux filtres polarisants. Au repos, les cristaux sont torsadés et font pivoter la lumière, qui traverse le filtre avant. Lorsqu'une tension électrique est appliquée, les cristaux se redressent, la lumière n'est plus orientée correctement, et le filtre avant la bloque . Plus la tension est élevée, plus le pixel est sombre. En contrôlant la tension de chaque pixel, on crée l'image.

Le LCD a un défaut : ses noirs ne sont jamais parfaitement noirs, car le rétroéclairage reste allumé derrière. C'est pourquoi les contrastes sont moins profonds que sur d'autres technologies.



lA tecHnologie oled: cHAQue pixel est sA propre lumiÈre

L'OLED (diode électroluminescente organique) change la donne. Ici, pas de rétroéclairage. Chaque pixel contient une couche de matériau organique qui émet sa propre lumière lorsqu'un courant électrique la traverse . Un pixel éteint est donc parfaitement noir, puisqu'il ne produit aucune lumière. Le contraste est théoriquement infini.

Cette architecture a d'autres avantages : des noirs parfaits, des couleurs très saturées, des temps de réponse quasi instantanés (moins de 1 ms), et la possibilité de fabriquer des écrans flexibles ou courbes . C'est la technologie des téléviseurs haut de gamme et des smartphones récents.

Son inconvénient principal : la durée de vie des matériaux organiques. Certains pixels peuvent perdre en luminosité avec le temps, surtout s'ils affichent longtemps la même image fixe. C'est ce qu'on appelle le burn-in, un phénomène que les fabricants atténuent par des logiciels de compensation .

Qled, mini-led et les Autres

Entre les deux, il existe des technologies intermédiaires. Le QLED est une évolution du LCD : il utilise une couche de points quantiques (quantum dots) pour améliorer la pureté des couleurs et la luminosité. Les points quantiques sont des particules nanométriques qui convertissent la lumière du rétroéclairage en couleurs très précises . Le QLED reste un LCD, mais avec de meilleures couleurs.

Le Mini-LED pousse la logique du LCD plus loin : au lieu d'un rétroéclairage uniforme, il utilise des milliers de petites LED réparties en zones, chacune pouvant s'éteindre indépendamment. Le contraste s'améliore considérablement, sans atteindre le niveau de l'OLED.

pourQuoi ÇA compte

Comprendre ces différences aide à choisir. Un écran OLED offrira des noirs profonds et un contraste saisissant, idéal pour les films et les jeux. Un QLED sera plus lumineux, parfois plus adapté à une pièce très éclairée. Un LCD classique reste le choix économique.

Mais la technologie n'est qu'une partie de l'histoire. La façon dont l'image est traitée, la calibration des couleurs, la qualité de la source : tout compte. Le plus bel écran du monde ne fera rien d'une image médiocre. Et c'est peut-être la leçon la plus utile : l'écran n'est pas magique. C'est un outil, et comme tout outil, il dépend de ce qu'on lui donne

LA PORTE AUTOMATIQUE
COMMENT ELLE VOUS VOIT ARRIVER

On les traverse sans y penser. À l'entrée d'un supermarché, d'un hôpital, d'un aéroport. La porte s'ouvre, on passe, elle se referme. Un geste si banal qu'on oublie qu'il repose sur une technologie complexe. Comment la porte sait-elle qu'on arrive ? Comment évite-t-elle de se refermer sur un enfant, une canne, un chariot ? Et pourquoi certaines portes semblent-elles « hésiter » avant de s'ouvrir ? Derrière cette apparente simplicité se cache un système de capteurs et de sécurité qui ne laisse rien au hasard.



deux tecHnologies pour deux missions

La première chose à comprendre, c'est que la plupart des portes automatiques ne reposent pas sur un seul capteur, mais sur deux technologies complémentaires. La première est chargée de détecter le mouvement : elle « voit » quelqu'un arriver et déclenche l'ouverture. La seconde est chargée de détecter la présence : elle vérifie qu'il n'y a plus personne dans la zone avant de refermer . Cette distinction est cruciale. Un capteur de mouvement détecte un déplacement. Si vous entrez et que vous vous arrêtez au milieu du passage pour lire un panneau, le capteur de mouvement ne vous « voit » plus bouger. Sans un capteur de présence pour confirmer que vous êtes toujours là, la porte se refermerait sur vous. C'est exactement le rôle du second système.

comment lA porte Vous «Voit»

Les technologies les plus courantes sont au nombre de trois. Les détecteurs infrarouges émettent un faisceau de lumière invisible. Quand vous passez devant, votre corps réfléchit ce faisceau, et le récepteur détecte ce changement. C'est simple, réactif, et très répandu . Les détecteurs à micro-ondes fonctionnent sur un principe proche du radar : ils émettent des ondes et analysent leur écho. Ils sont capables de détecter un mouvement même très lent, ce qui les rend efficaces pour la présence .

Certains systèmes vont plus loin. Ils ne se contentent pas de détecter une masse en mouvement : ils analysent la trajectoire. Une personne qui marche parallèlement à la porte, sur le trottoir, n'a pas l'intention d'entrer. Une personne qui s'approche perpendiculairement, si. Des algorithmes comparent l'angle d'approche, la vitesse, la direction, et décident si la porte doit s'ouvrir ou non . C'est ce qui évite que la porte s'ouvre à chaque passant, et permet des économies d'énergie.

lA sécurité: l'Autre moitié du trAVAil

Ouvrir la porte est une chose. La refermer sans danger en est une autre. C'est là que les systèmes de sécurité entrent en jeu. Le plus connu est le faisceau de sécurité : une barrière de lumière invisible qui traverse le passage. Si un objet ou une personne coupe ce faisceau pendant que la porte se ferme, le mécanisme s'arrête et la porte se rouvre .

Mais les systèmes modernes vont plus loin. Certains capteurs sont montés directement sur le bord de la porte, et projettent un faisceau vers l'avant, comme une canne d'aveugle électronique. Si un obstacle se trouve sur le chemin de la porte, même petit (une canne, un jouet, le pied d'un enfant), le faisceau le détecte et la porte se rouvre . D'autres systèmes surveillent la force du moteur : si la porte rencontre une résistance anormale, elle s'arrête immédiatement, avant de causer une blessure .

Il y a enfin une sécurité « passive » : en cas de coupure de courant, la plupart des portes automatiques sont conçues pour se déverrouiller et pouvoir être ouvertes manuellement. Certains systèmes envoient même un signal d'alarme au bâtiment .



LALLA FATMA N'SOUMER

LA RÉSISTANTE QUI A TENU TÊTE AUX GÉNÉRAUX

On connaît les héros. On connaît moins les héroïnes. Et pourtant, l'histoire algérienne en compte plusieurs, dont une figure dont le nom résonne encore dans les montagnes de Kabylie : Lalla Fatma N'Soumer. Née vers 1830 dans la région de Tizi Ouzou, cette femme a dirigé la résistance contre l'armée française pendant les années 1850, infligeant des défaites cuisantes à des généraux pourtant aguerris. Son histoire mêle foi, courage et un sens politique rare.

une enfAnce dAns l'ombre de lA ZAouÏA

Fatma N'Soumer grandit dans un milieu religieux. Sa famille est liée à une zaouïa, une confrérie soufie, où l'on enseigne le Coran et les sciences religieuses. Très tôt, elle se distingue par sa piété, sa droiture et son intelligence. Les récits rapportent qu'elle refusa le mariage, préférant se consacrer à la prière et à l'étude. Un choix radical pour l'époque, qui témoigne déjà d'une indépendance de caractère peu commune .



Cette indépendance, elle la mettra au service de la résistance lorsque la France étend sa conquête vers la Kabylie. Dans les années 1850, la région est encore largement insoumise. Les tribus se cherchent des chefs capables de les fédérer. Fatma N'Soumer s'impose progressivement comme une figure de ralliement, non par la force, mais par l'autorité morale. Les populations la respectent, l'écoutent, la suivent.

lA guerre et les Victoires

Elle s'allie à un chef militaire, Chérif Boubaghla, et ensemble, ils mènent une guérilla efficace contre les troupes françaises. Les sources historiques rapportent que leurs combats infligent des pertes sévères à l'armée coloniale, avec plus de 800 soldats français tués, dont des officiers de haut rang . Pendant plusieurs années, la région échappe au contrôle français.

Ce qui rend son rôle remarquable, c'est qu'elle ne se contente pas de soutenir. Elle participe aux décisions, harangue les combattants, organise la logistique. Les généraux français eux-mêmes la prennent au sérieux, la considérant comme une adversaire à part entière. Certains rapports de l'époque la décrivent comme une «vierge guerrière» qui galvanise les troupes par sa seule présence.

lA cApture et lA fin

La répression finit par l'emporter. En 1857, le général Randon mobilise une armée considérable, estimée à 45 000 hommes, pour écraser la résistance kabyle . Fatma N'Soumer est capturée et emprisonnée. Elle meurt quelques années plus tard, en 1863, dans des circonstances qui restent en partie obscures.

Son corps repose aujourd'hui dans son village natal, à Soumer, où sa tombe est devenue un lieu de mémoire. Mais son héritage dépasse largement le cadre local. Elle est aujourd'hui considérée comme l'une des grandes figures de la résistance algérienne, aux côtés de l'émir Abdelkader. Son nom a été donné à des écoles, des rues, des associations.

pourQuoi elle compte

Lalla Fatma N'Soumer n'est pas seulement une héroïne militaire. Elle est la preuve que la résistance n'a pas été uniquement une affaire d'hommes. Dans une société où les femmes étaient largement écartées du pouvoir, elle a exercé une autorité qui ne reposait ni sur la naissance ni sur la force, mais sur le respect et la légitimité morale.

Son histoire rappelle aussi que la conquête de l'Algérie n'a pas été une promenade militaire. Elle a rencontré des résistances multiples, parfois victorieuses, souvent écrasées, mais jamais anéanties. Et parmi ces résistances, il y avait des femmes.

LA QACHABIA

LE MANTEAU QUI A RÉCHAUFFÉ UNE RÉVOLUTION

Il y a des vêtements qui protègent du froid. Et il y a des vêtements qui protègent une mémoire. La Qachabia appartient à cette seconde catégorie. Ce manteau de laine ou de poil de chameau, épais, long, sans boutons, avec une capuche, est aujourd'hui l'un des symboles les plus forts de l'identité algérienne. On l'appelle parfois « la cheminée portable », parce qu'il tient chaud comme un feu . Mais derrière cette image familière se cache une histoire de gestes, de patience et de résistance.

un VÊtement né du désert et du froid

La Qachabia est fabriquée à partir de poil de chameau ou de laine de mouton. Les régions les plus réputées pour sa production sont celles des hauts plateaux, où les hivers sont rudes : Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, M'Sila, Médéa . C'est là que les troupeaux de chameaux fournissent la matière première, et que les familles perpétuent un savoir-faire transmis de génération en génération.

Le poil de chameau est particulièrement recherché pour sa capacité à retenir la chaleur tout en restant léger. Les artisans distinguent plusieurs qualités, selon l'âge de l'animal. Le poil des jeunes chameaux, appelé localement « wabar el-aqiqa », est le plus fin et le plus isolant. C'est lui qui donne les Qachabias les plus prisées, et les plus chères .

comment se fAbriQue une QAcHAbiA

La fabrication d'une Qachabia est un processus long, parfois étalé sur une année entière. Tout commence par la collecte du poil, effectuée par les hommes après la tonte des chameaux, généralement à la fin du printemps. Le poil est ensuite trié, nettoyé, lavé, puis séché .

Vient alors le travail des femmes. Le poil est cardé, démêlé, puis filé à l'aide d'outils traditionnels : le qardach (une sorte de peigne) et le maghzal (le fuseau). Les fibres sont transformées en fils fins, d'une couleur brun doré caractéristique, appelée localement « fils de guiyam » .

Le tissage, lui, revient aux hommes. Il se fait sur un métier traditionnel, le minsej, et prend environ un mois pour une seule pièce. Le tisserand utilise plusieurs outils : la khachba, la khellala, les pieux. Le résultat est un tissu dense, épais, presque imperméable, qui peut être porté pendant des décennies .



pourQuoi les Algériens Y tiennent tAnt

La première raison est pratique. Dans les régions où les températures descendent sous zéro en hiver, la Qachabia est tout simplement le vêtement le plus efficace. Elle protège du vent, de la neige, du froid sec. Les voyageurs, les bergers, les gardiens de nuit, les travailleurs en extérieur l'ont adoptée depuis toujours .

La deuxième raison est historique. Pendant la guerre d'indépendance, les moudjahidine ont porté la Qachabia dans les montagnes. Elle les protégeait du froid, mais elle servait aussi à cacher des armes sous ses plis épais. Elle permettait de dissimuler le visage lors des opérations. Après l'indépendance, elle est devenue un symbole de la révolution, un rappel de ceux qui ont combattu

La troisième raison est identitaire. Aujourd'hui, porter une Qachabia n'est plus réservé aux habitants des campagnes. Des cadres, des fonctionnaires, des jeunes branchés l'ont adoptée. Elle est devenue une marque d'authenticité, un signe d'appartenance. Des créateurs proposent des coupes modernes, plus courtes, plus ajustées, sans trahir l'esprit du vêtement .

une piÈce de luxe ?

Il faut le dire : une Qachabia de qualité coûte cher. Les prix varient énormément selon la matière et le travail. Une pièce en laine de mouton peut démarrer autour de ٢٥٠٠٠ dinars, mais une Qachabia en poil de chameau de première qualité peut dépasser ٢٠٠٠٠٠ dinars, voire beaucoup plus pour les pièces exceptionnelles . Certains articles parlent de prix atteignant plusieurs millions de centimes pour les modèles les plus fins .

Cette cherté s'explique par la rareté de la matière première, la diminution des troupeaux de chameaux, et le temps de travail considérable. Mais elle n'a pas empêché la Qachabia de rester populaire. Elle se transmet souvent en héritage, comme un bijou de famille. Un père la lègue à son fils, qui la portera à son tour, des années plus tard



LE MÉMORIAL DU MARTYR

QUAND LA PIERRE DEVIENT LA MÉMOIRE D'UNE NATION

Sur les hauteurs d'Alger, là où la ville rencontre la mer, se dresse un monument blanc qui ressemble à trois palmes de palmier s'enlaçant vers le ciel. C'est le Mémorial du Martyr, que les Algériens appellent aussi souvent « Riad El Feth ». Ce n'est pas un simple monument. C'est un livre de pierre et de béton, qui raconte l'histoire d'un peuple entier, sans prononcer un seul mot.

un site Qui n'A rien d'Anodin

Le choix de la colline de El Madania pour construire le mémorial n'a rien d'un hasard. Cette hauteur a été, au fil des siècles, un point d'observation stratégique sur la baie d'Alger et ses côtes. Au XVIe siècle, le 23 octobre 1541, elle fut le théâtre d'une bataille décisive contre l'expédition de Charles Quint : les tirs d'artillerie partis de cette colline détruisirent les navires des envahisseurs et les forcèrent à battre en retraite. En juin 1954, quelques mois avant le déclenchement de la Révolution, le « Groupe des 22 » historiques s'y réunit pour préparer l'insurrection. Et durant la période coloniale, le même lieu fut utilisé pour la torture, dans un site connu sous le nom de « villa Sésini ». Toutes ces couches d'histoire ont fait de la colline un lieu chargé de symboles, avant même que le mémorial n'y soit construit.

trois pAlmes, trois étApes

L'architecture du monument porte une symbolique claire. Le dessin initial est l'œuvre du peintre algérien Bachir Yelles, qui en a posé la maquette à l'École des Beaux-Arts d'Alger, en collaboration avec la société canadienne « Lavalin ». Le bâtiment se compose de trois palmes de palmier en béton armé, mesurant chacune environ 97 mètres de haut, qui se rejoignent à 45 mètres pour former une structure cylindrique culminant à 92 mètres.

Chaque palme a une signification. À la base de chacune se dresse une statue de bronze monumentale, réalisée par le sculpteur polonais Marian Konieczny. La première statue symbolise la résistance populaire, la deuxième l'Armée de libération nationale, et la troisième l'Armée nationale populaire. Le mémorial ne se contente donc pas de commémorer un seul moment : il raconte un parcours complet, de la résistance populaire contre la colonisation à la lutte armée, jusqu'à la construction de l'État national.

sous terre: une mémoire conserVée

Ce que le visiteur ne voit pas depuis l'extérieur est peut-être la partie la plus importante. Sous l'esplanade du mémorial, là où brûle la « flamme éternelle », s'étend le Musée national du Moudjahid. Des galeries entourent la coupelle du recueillement, certaines consacrées à l'exposition, d'autres aux annexes administratives. Le musée abrite des documents, des objets, et des témoignages vivants de moudjahidine, dans une tentative de préserver la mémoire de l'effacement. Le mémorial n'est donc pas seulement ce que l'on voit de loin. C'est aussi ce qui est conservé à l'intérieur, loin des regards des passants.

un cHAntier Hors norme

La construction du mémorial a mobilisé des moyens considérables. Le chantier a duré 323 jours, un délai record pour un ouvrage de cette envergure. Pas moins de 1 200 ouvriers y ont travaillé, encadrés par des ingénieurs algériens et canadiens. Le béton armé, matériau principal, a été coulé en continu, parfois de nuit, pour respecter les délais. Les trois palmes, qui semblent si légères à distance, pèsent des milliers de tonnes chacune. Leur inclinaison, calculée au millimètre, devait résister aux vents marins et aux tremblements de terre.

Le défi technique était d'autant plus grand que le site est exposé aux intempéries. Les ingénieurs ont dû concevoir une structure capable de supporter les variations de température, l'air salin de la baie, et les vibrations du trafic urbain en contrebas. Le revêtement extérieur, en béton blanc, a été traité pour résister au vieillissement et conserver son éclat. Près de quarante ans après son inauguration, le mémorial reste l'un des ouvrages les plus impressionnants d'Algérie, et l'un des rares à n'avoir jamais nécessité de réfection majeure.



l'inAugurAtion et le sYmbole

Le mémorial a été inauguré le 5 juillet 1982, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance, sous la présidence de Chadli Bendjedid. Mais l'idée originale remonte au président Houari Boumediene, qui en avait lancé le projet dans les années 1970. Le monument devait être à la fois un hommage aux martyrs de la guerre de Libération et un symbole de la grandeur retrouvée de l'Algérie indépendante.

Depuis, il n'a jamais cessé d'être un point de ralliement. Les familles le visitent lors des fêtes nationales, les délégations officielles y déposent des gerbes sous la flamme éternelle, et les visiteurs étrangers montent sur l'esplanade pour admirer la vue sur la capitale. Pour les Algériens, il est un « centre de force » et un « signe de l'existence d'une nation avec son histoire et son identité nationale », comme le décrivent les spécialistes de l'urbanisme.

Le mémorial a aussi une fonction de repère. Depuis la mer, depuis les hauteurs de Notre-Dame d'Afrique, depuis l'autoroute qui longe la baie, on le voit. Il fait partie du paysage mental d'Alger, comme la Casbah ou la Grande Poste. Il indique une direction, un point fixe dans une ville qui change vite.

un lieu de mémoire, pAs de politiQue

Il faut le dire clairement : le Mémorial du Martyr n'est pas un monument politique au sens étroit du terme. Il ne célèbre pas un régime, ni un parti, ni une idéologie. Il célèbre des personnes : les martyrs, ceux qui ont donné leur vie pour que l'Algérie existe. C'est une distinction essentielle. Le monument appartient à tous les Algériens, quelle que soit leur sensibilité. Il est un lieu de recueillement, pas de discours.

C'est peut-être pour cela qu'il traverse les époques sans être contesté. Les générations passent, les présidents changent, les débats agitent le pays, mais le mémorial reste. Il n'a pas besoin d'être défendu, ni réhabilité, ni réinterprété. Il est là, et il parle de lui-même.

ce Qu'il nous dit Aujourd'Hui

Le Mémorial du Martyr n'est peut-être pas le plus beau monument du monde sur le plan esthétique pur. Certains le trouvent massif, d'autres trop symbolique. Mais il est sans doute l'un des plus sincères. Parce qu'il ne cherche pas à être autre chose que ce qu'il est : une mémoire.

Il rappelle que l'Algérie n'est pas née de rien. Qu'elle est le produit d'une histoire longue, douloureuse, faite de résistances, de défaites, de victoires et de reconstructions. Il rappelle que la liberté a un coût, et que ceux qui l'ont payé méritent d'être nommés, même si leurs noms ne figurent pas tous sur les murs. Et il rappelle, enfin, que la mémoire n'est pas un musée. C'est une pratique. Tant que des gens montent sur cette colline, regardent la mer, et se souviennent, le mémorial reste vivant. Il n'est pas un tombeau. C'est un point de départ.



Quels sont les bienfaits des blettes pour la santé ? Comment les cuisiner ?

Derrière son image un peu désuète et pas très glamour se cache un légume bourré d'atouts nutritionnels, qui se prête à de nombreuses recettes savoureuses. Cap sur les bienfaits santé des blettes avec Alexandra Murcier, diététicienne à Paris.

Rares sont les personnes qui se réjouissent à l'idée de manger des blettes, qui sont plutôt associées dans les esprits à la cuisine de cantine ou aux recettes de grand-mère. Pourtant, ce légume oublié, voire délaissé, connaît aujourd'hui un petit retour en grâce. Elles sont notamment remises au goût du jour par les chefs qui en apprécient la finesse et prônées par les amateurs de cuisine saine pour leur grande richesse en micronutriments.

Nutrition : quelle est la valeur nutritionnelle des blettes ?

Avec à peine 15 kcal et 1,2 g de glucides pour 100 g, les blettes font partie des légumes les moins caloriques et sucrés qui soient. Et pour cause, elles sont constituées à plus de 95 % d'eau, chargée en minéraux, et contiennent moins de 0,5 g de lipides pour 100 g.

Ce sont des légumes à très faible densité calorique et très forte densité en micronutriments, ce qui est très précieux.

Alexandra murcier - Diététicienne nutritionniste à paris

La blette se distingue notamment par sa richesse en caroténoïdes, notamment en bêtacarotène, avec environ 1 260 µg pour 100 g. À titre de comparaison, l'épinard cuit, connu pour être l'un des légumes les plus riches, en apporte environ 1 610 µg.

Elle fournit également du potassium, du magnésium et du fer, et dans des quantités très intéressantes : environ 160 mg de potassium, 10 mg de magnésium et 0,5 mg de fer.

Côté vitamines, elle se distingue surtout par sa richesse en vitamine K, particulièrement présente dans les feuilles vertes qui en contiennent autour de 327 µg/100 g.

La blette apporte également 30 mg de vitamine C/100 g, mais rappelons que cette vitamine est particulièrement sensible à la chaleur et aux pertes dans l'eau de cuisson, donc pour en bénéficier, il est préférable de la consommer crue en salade.

Enfin, comme les autres légumes à feuilles vertes, la blette contient différents composés antioxydants,



notamment des composés phénoliques en plus de ses nombreux caroténoïdes.

Est-ce que les blettes sont bonnes pour la santé ?

« Les blettes sont évidemment des aliments très bons pour la santé, au même titre que tous les légumes d'ailleurs, qui sont à la base de la pyramide alimentaire », rappelle Alexandra Murcier.

Riches en minéraux, antioxydants, vitamines et fibres, pauvres en calories, elles cochent toutes les cases de l'aliment santé.

« Autre atout : elles font partie des légumes les plus abordables sur les étals et se prêtent à de très nombreuses recettes, même très simples. Elles sont donc faciles à mettre au menu, même pour les petites bourses ! », ajoute la diététicienne.

Digestion, diabète, minceur : quels sont les bienfaits des feuilles de blettes ?

Côté digestion, les feuilles de blettes apportent des fibres, principalement insolubles, qui augmentent le volume des selles, favorisent le transit intestinal, luttent contre la constipation et participent, plus largement, aux effets protecteurs vis-à-vis du risque de cancer colorectal.

Alexandra murcier des recettes équilibrées chaque semaine

Envie de bien manger sans vous prendre la tête ? Santé Magazine vous envoie des idées recettes délicieuses et équilibrées : simple, rapide et gourmand !

Un atout loin d'être anecdotique, lorsque l'on sait que les Français consomment encore trop peu de fibres : en moyenne 17 g par jour, contre 30 g recommandé par l'Anses, l'Agence nationale de sécurité de l'alimentation. Une belle assiette de blettes apporte ainsi environ 5 à 7 g de fibres, soit près de 20 % de l'objectif quotidien.

Leur teneur intéressante en potassium est aussi un véritable atout santé des blettes : ce minéral favorise en effet l'élimination de l'excès de sodium par les urines, ce qui contribue à réguler la pression artérielle et à améliorer la circulation sanguine.

En cas de diabète, la blette présente de nombreux atouts : très pauvre en glucides et en sucres, elle a un impact limité sur la glycémie et apporte des fibres, contribuant à diminuer l'index glycémique de l'ensemble d'un repas.

Enfin, pour garder ou retrouver la ligne, difficile de trouver beaucoup plus intéressant que les blettes : avec seulement une quinzaine de calories pour 100 g, beaucoup d'eau et des fibres, la blette apporte du volume et contribue à la satiété pour un apport énergétique très faible. «

Elles peuvent donc facilement prendre une place généreuse dans l'assiette, favoriser le sentiment de satiété, sans alourdir le bilan calorique.

Alexandra murcier

Plus largement, les études disponibles montrent qu'une alimentation plus riche en fibres est associée à un poids corporel plus faible ainsi qu'à une meilleure régulation de l'appétit et de la glycémie.

Quels sont les effets secondaires possibles des blettes ?

Difficile de trouver de véritables défauts aux blettes, qui peuvent être consommées sans problème dans le cadre d'une alimentation variée. Pour autant, deux précautions méritent toutefois d'être connues.

La digestibilité tout d'abord, car si les fibres sont l'un des grands atouts des blettes, elles peuvent aussi être responsables de quelques effets indésirables chez certains. « Les fibres insolubles contenues dans les blettes sont aussi plus difficiles à digérer : chez les personnes qui ont un intestin sensible, une consommation importante peut provoquer ballonnements ou inconfort. Mieux vaut alors augmenter progressivement les quantités et adapter sa consommation à sa tolérance » souligne notre experte.

Autre point : leur richesse en vitamine K, qui impose une certaine vigilance aux personnes traitées par certains anticoagulants, notamment la warfarine. « Il n'est généralement pas question de supprimer les légumes qui en sont riches (légumes feuilles généralement), mais plutôt d'éviter de les consommer en grande quantité et de les cumuler », indique la diététicienne.

ont-elles un risque de toxicité ?

Sans aller jusqu'à parler de réelle toxicité, notons que les blettes contiennent - comme les épinards - une quantité importante d'oxalates, des composés naturellement présents dans certains végétaux. Or, une consommation élevée de ces composés peut favoriser la formation de cristaux d'oxalate de calcium dans les voies urinaires et augmenter le risque de calculs rénaux chez les personnes prédisposées. « Cette teneur en oxalates justifie donc davantage une certaine prudence chez ces personnes prédisposées qu'une véritable inquiétude chez les consommateurs habituels », rassure la diététicienne.

Bonne nouvelle néanmoins : la cuisson à l'eau bouillante permet d'éliminer une partie importante des oxalates, qui sont hydrosolubles et se retrouvent ans l'eau de cuisson. Une étude sur différentes méthodes de préparation a montré que l'ébullition réduisait fortement la fraction soluble des oxalates dans les blettes.

Très exceptionnellement toutefois, une forte consommation de blettes a déjà été associée à des cas d'atteinte rénale aiguë liés aux oxalates. Un cas clinique publié en 2026 a notamment rapporté une insuffisance rénale aiguë chez une personne ayant consommé une grande quantité de blettes fraîchement récoltées. Il s'agit fort heureusement d'un cas isolé et non représentatif d'une consommation alimentaire habituelle.

Soupe, flan, provençale, à la crème : idées de recettes saines et bonnes avec des blettes

Si vous gardez le souvenir un peu traumatisant de blettes molles et tristounettes servies à la cantine, c'est le moment de vous réconcilier avec ce légume ! Longtemps délaissée, la blette est aujourd'hui remise au goût du jour jusque dans les cuisines de chefs. Et il faut dire qu'elle se prête à de nombreuses préparations gourmandes.

Si ses côtes charnues offrent une saveur plus marquée, parfois légèrement terreuse, ses feuilles ont au contraire une saveur très douce, qui se marie facilement avec de nombreux ingrédients.

Les feuilles de blettes peuvent ainsi :

se glisser dans un velouté de blettes avec des pommes de terre, des oignons et une pointe de crème fraîche,

dans une omelette avec du fromage comté râpé et de l'huile d'olive,

ou se déguster farcies à la viande ou au riz pour les végétariens.

Les côtes de blettes sont particulièrement savoureuses :

en gratin, simplement accompagnées d'une béchamel légère, de crème et de parmesan,

dans une préparation « à la provençale », avec tomate, ail et herbes de Provence.

Pour changer, on peut aussi associer feuilles et côtes et les intégrer à un flan de blettes, à une tarte ou à une quiche. De quoi redécouvrir ce légume injustement boudé et varier les plaisirs sans sacrifier l'équilibre nutritionnel.



LE CACTUS POUR LES CHEVEUX

l'inGrédient du désert qui HYdrate et FortiFie

On connaît le cactus pour sa capacité à survivre dans les environnements les plus arides. Ce qui le rend si résistant, c'est sa composition : une réserve d'eau, d'acides gras et d'antioxydants qui lui permettent de tenir des semaines sans pluie. Et c'est précisément cette même composition qui en fait un allié précieux pour les cheveux. L'extrait de cactus, sous forme d'huile ou d'eau, s'impose depuis quelques années comme un ingrédient incontournable des soins capillaires, en particulier pour les cheveux secs, cassants ou bouclés.

pourQuoi le cActus est si efficAce

Le secret du cactus tient à sa chimie. Il contient de l'acide linoléique, un acide gras essentiel qui aide à maintenir l'hydratation et à renforcer les liens entre les cellules . Il est également riche en vitamine E, un antioxydant qui protège les fibres capillaires des dommages causés par les radicaux libres. Et il renferme du potassium, un minéral qui aide les cellules à retenir l'eau .

Concrètement, cela signifie que l'huile de cactus ne se contente pas de gainer la surface. Elle pénètre la fibre, la nourrit en profondeur, et l'aide à retenir l'humidité plus longtemps. C'est particulièrement utile pour les cheveux qui ont tendance à devenir secs, cassants, ou qui manquent de souplesse.



les bénéfices concrets pour les cHeVeux

Le premier bénéfice est l'hydratation. Les recherches montrent que l'extrait de figue de barbarie (le fruit du cactus) augmente significativement le taux d'humidité des cheveux, et que cet effet persiste même après rinçage . C'est une différence notable par rapport à la glycérine, qui perd de son efficacité au contact de l'eau.

Le deuxième bénéfice est la réduction de la casse. L'huile de cactus, en nourrissant la fibre et en lissant la cuticule, rend les cheveux plus résistants. Ils se cassent moins au brossage, aux attaches, ou lors du coiffage. Certaines formulations associent d'ailleurs le cactus à d'autres ingrédients comme l'ail ou le gingembre pour renforcer cet effet .

Le troisième bénéfice est la lutte contre les frisottis. L'extrait de cactus lisse la surface du cheveu, ce qui réduit les frisottis et donne une brillance naturelle . Pour les cheveux bouclés ou ondulés, c'est un vrai plus : les boucles sont mieux définies, plus souples, moins emmêlées.

Enfin, le cactus a des propriétés anti-inflammatoires qui apaisent le cuir chevelu . Si vous avez des démangeaisons, des irritations, ou un cuir chevelu sensible, une huile au cactus peut aider à calmer ces inconforts.

comment l'utiliser

L'utilisation est simple. Versez quelques gouttes d'huile de cactus dans le creux de votre main, puis massez le cuir chevelu et les longueurs. Insistez sur les pointes, souvent plus sèches. Laissez poser au moins vingt minutes, ou toute la nuit pour un soin intense, puis lavez avec un shampoing doux .

Pour un usage quotidien, quelques gouttes suffisent sur les pointes, avant le coiffage. Pour un soin hebdomadaire, une application plus généreuse, avec un massage du cuir chevelu, donne de meilleurs résultats.

ce Qu'il fAut retenir

Le cactus n'est pas un remède miracle. Il ne fera pas repousser des cheveux là où il n'y en a plus, et il ne remplace pas un traitement médical en cas de chute importante. Mais comme soin d'entretien, il est remarquablement efficace. Il hydrate, fortifie, lisse, apaise. Et il est naturel, ce qui séduit de plus en plus de femmes qui cherchent à éviter les silicones et les sulfates.

Le désert a ses secrets. Celui-ci mérite d'être connu.

L'ANXIÉTÉ AU QUOTIDIEN

comment la traVerser sans se perdre

Elle arrive sans prévenir. Une boule dans la poitrine, des pensées qui tournent en boucle, une sensation d›oppression. L›anxiété touche tout le monde, mais elle frappe les femmes de manière particulière. Les fluctuations hormonales, la double charge du travail et de la famille, les attentes sociales, la tendance à ruminer : tout cela crée un terrain propice . Et pourtant, l›anxiété n›est pas une fatalité. Elle se comprend, se traverse, et parfois même, elle enseigne.

comprendre AVAnt de combAttre

La première chose à faire, c›est d›arrêter de voir l›anxiété comme un ennemi. C›est un signal. Un messager. Il dit que quelque chose, dans votre vie, demande votre attention. Le stress chronique, une situation qui ne vous convient pas, un besoin non exprimé. L›anxiété n›est pas une faiblesse. C›est une réponse de votre corps et de votre esprit à une pression réelle ou perçue.

Les femmes ont souvent plus de mal à s›autoriser à ralentir. Elles portent, organisent, anticipent. Elles disent oui quand elles voudraient dire non. Elles pensent à tout le monde sauf à elles. Et l›anxiété, parfois, est le seul moyen que trouve le corps pour dire : stop.

les gestes Qui ApAisent, ici et mAintenAnt

Quand l›anxiété monte, il faut des outils concrets. La respiration en est un. Une technique simple : inspirez en comptant jusqu›à quatre, retenez l›air sept secondes, expirez lentement en comptant jusqu›à huit. Répétez trois fois . Ce déséquilibre volontaire du souffle active le système nerveux parasympathique, celui qui calme. Cela ne fait pas disparaître l›anxiété, mais cela la rend supportable.

Le mouvement est un autre allié. Marcher, danser, faire du yoga, même dix minutes. L›exercice physique libère des endorphines et réduit les hormones du stress . Ce n›est pas une question de performance. C›est une question de circulation, de souffle, de corps qui se remet en mouvement.

Et puis, il y a le temps dans la nature. Les espaces verts, le ciel, l›air. Une étude a montré que passer du temps dehors réduit les sentiments d›anxiété . Ce n›est pas magique. C›est physiologique. Le corps se calme quand il retrouve un rythme plus lent, plus large que celui de la ville

les HAbitudes Qui cHAngent tout

Sur le long terme, ce sont les habitudes qui font la différence. Le sommeil, d›abord. L›anxiété perturbe le sommeil, et le manque de sommeil aggrave l›anxiété. C›est un cercle vicieux. Prioriser le sommeil, c›est déjà agir sur l›anxiété .



La caféine ensuite. Le café, le thé noir, les boissons énergisantes peuvent aggraver les symptômes. Les limiter, surtout après midi, est un geste simple et efficace .

Et puis, il y a les limites. Apprendre à dire non. Déléguer. Demander de l›aide. Les femmes ont souvent l›impression qu›elles doivent tout porter. Ce n›est pas vrai. Et l›accepter, c›est déjà respirer un peu mieux .

le regArd À cHAnger

Il y a une chose que les spécialistes répètent souvent : l›anxiété n›est pas à éliminer, mais à écouter. Elle dit quelque chose. Parfois, elle dit qu›il faut ralentir. Parfois, elle dit qu›il faut changer de direction. Parfois, elle dit qu›il faut demander de l›aide.

Et demander de l›aide n›est pas un aveu de faiblesse. C›est un acte de courage. Consulter un psychologue, en parler à un médecin, se tourner vers une association : ces démarches sont des pas vers soi-même. Si l›anxiété devient envahissante, si elle empêche de dormir, de travailler, de vivre normalement, il ne faut pas attendre .

un mot pour celles Qui trAVersent celA

Vous n›êtes pas seules. L›anxiété touche des millions de femmes, de tous âges, de tous milieux. Elle ne définit pas qui vous êtes. Elle est une chose qui vous arrive, pas une chose que vous êtes. Et comme toute chose, elle peut se traverser.

Le chemin n›est pas linéaire. Il y a des jours meilleurs, des jours plus difficiles. Mais chaque petit geste compte : une respiration, une marche, un non dit, une nuit de sommeil. Ce sont ces gestes, répétés, qui font la différence.

L'HISTOIRE DE L'ARGENT

du troc Aux bAnQues en ligne, une réVolution sAns fin

L'argent n'a pas toujours existé. Pendant des millénaires, les humains ont échangé des biens contre d'autres biens, sans jamais utiliser de pièces, de billets ou de chiffres sur un écran. Et pourtant, l'argent est devenu si central dans nos vies qu'on imagine mal un monde sans lui. Son histoire est celle d'une invention progressive, faite de tâtonnements, de crises et de révolutions. Du troc aux pièces d'or et d'argent, voici comment l'humanité a appris à donner une valeur aux choses.

le troc: l'écHAnge AVAnt l'Argent

Avant les pièces, il y avait le troc. On échangeait un sac de blé contre une chèvre, un outil contre des poissons, un service contre un autre. Ce système fonctionnait dans les petites communautés, où chacun connaissait tout le monde et où les besoins étaient simples.

Mais le troc a vite montré ses limites. Comment comparer la valeur d'un sac de blé et d'une chèvre ? Que faire si la personne qui a la chèvre ne veut pas de blé ? Et comment conserver la valeur de son échange dans le temps ? Ces questions ont poussé les sociétés à chercher un étalon commun, un objet qui pourrait servir de référence à tous les échanges.

Il faut imaginer un monde sans prix affiché, sans salaire, sans épargne au sens où nous l'entendons. Un monde où la richesse se mesure en troupeaux, en greniers remplis, en terres cultivées. Un monde où l'échange repose sur la parole donnée, sur la réputation, sur la confiance entre voisins. Le troc n'était pas un système primitif. C'était un système adapté à des sociétés à petite échelle, où les relations humaines primaient sur les transactions.

Mais dès que les communautés grandissent, dès que les échanges s'étendent au-delà du village, le troc devient ingérable. Il faut trouver autre chose. C'est là que commence la véritable histoire de l'argent.

les premiÈres monnAies: coQuillAges, sel et métAux

Les premières formes de monnaie n'étaient pas des pièces. C'étaient des objets rares, difficiles à trouver, et reconnus par tous. Des coquillages en Afrique et en Océanie, du sel dans certaines régions, des perles en Amérique précolombienne, du bétail dans d'autres cultures. Ces objets avaient une valeur intrinsèque : ils étaient utiles, rares, et transportables.

Le sel, par exemple, était essentiel à la conservation des aliments. Dans certaines régions, il servait de monnaie d'échange. Les coquillages, notamment les cauris, circulaient sur de vastes territoires, de l'Afrique de l'Ouest à l'Asie. Ils étaient faciles à transporter, difficiles à contrefaire, et leur valeur était reconnue par tous.

Puis sont venus les métaux. L'or, l'argent, le bronze. Ils avaient tout pour plaire : ils ne rouillaient pas, se découpaient facilement, et leur rareté était contrôlable. Les premières pièces de monnaie apparaissent en Lydie, dans l'actuelle Turquie, vers le VIIe siècle avant J.-C. Elles étaient faites d'un alliage naturel d'or et d'argent, et portaient un sceau qui garantissait leur poids et leur pureté.

Ce sceau était essentiel. Il signifiait que l'autorité qui avait frappé la pièce garantissait sa valeur. On n'avait plus besoin de peser et de tester le métal à chaque transaction. La pièce portait en elle-même sa preuve de valeur. C'est une innovation majeure : l'argent devient un objet certifié, un instrument de confiance.

l'Argent et l'or: les métAux Qui ont tout cHAngé

Très vite, les pièces en argent et en or s'imposent comme les monnaies les plus fiables. L'argent servait aux échanges quotidiens, l'or aux transactions importantes et aux réserves de valeur. Les royaumes et les empires frappaient leur propre monnaie, avec l'effigie du souverain, pour garantir son authenticité.

Pourquoi ces deux métaux ? Parce qu'ils possèdent des qualités rares. Ils sont inaltérables : une pièce d'or enterrée pendant mille ans ressort intacte. Ils sont divisibles : on peut couper une pièce en morceaux sans perdre la valeur du métal. Ils sont rares : on ne peut pas en produire à volonté, ce qui limite l'inflation. Et ils sont reconnaissables : leur couleur, leur poids, leur sonorité permettent de les identifier.

L'or a longtemps été le métal roi. Il ne s'oxyde pas, il est dense, il est beau. Il servait à fabriquer des bijoux, des objets de culte, des pièces de prestige. L'argent, plus abondant, servait aux échanges courants. Ensemble, ils formaient la base du système monétaire.

Mais l'or et l'argent avaient un défaut : leur poids. Transporter des pièces d'or pour acheter une maison, un troupeau ou une cargaison de marchandises devenait dangereux et peu pratique. Les marchands devaient voyager avec des coffres remplis, escortés de gardes. C'était coûteux, risqué, et lent.

le pApier: lA confiAnce inVentée

Porter des pièces d'or partout devenait dangereux. Les marchands ont donc commencé à déposer leur or chez des orfèvres, qui leur remettaient un reçu. Ce reçu pouvait être échangé contre l'or à tout moment. Peu à peu, les gens ont cessé de réclamer l'or et ont utilisé les reçus eux-mêmes comme monnaie. C'est ainsi qu'est né le papier-monnaie.

Les premiers billets apparaissent en Chine, sous la dynastie Song, au XIe siècle. Ils mettent plusieurs siècles à s'imposer en Europe. Le principe est simple : le billet ne vaut rien en lui-même. Il vaut parce qu'on croit qu'il vaut. C'est une révolution conceptuelle : l'argent devient une convention sociale, une promesse collective. On ne paie plus avec du métal, on paie avec de la confiance.

Cette confiance n'est pas naïve. Elle repose sur des garanties. Au début, les billets étaient convertibles en or : on pouvait, en théorie, aller à la banque et échanger son billet contre du métal. Cette convertibilité a longtemps été la base du système. Puis, au XXe siècle, les États ont abandonné l'étalon-or. Les billets ne sont plus convertibles. Ils valent parce que l'État qui les émet garantit leur valeur, et parce que tout le monde accepte de les utiliser.

C'est peut-être la plus grande leçon de l'histoire de l'argent : la valeur est une croyance partagée. Une pièce d'or vaut parce qu'on croit à sa rareté. Un billet vaut parce qu'on croit à la promesse de l'État. Un chiffre sur un écran vaut parce qu'on croit au système qui le gère. À chaque étape, la même question : « pourquoi cela vaut-il quelque chose ? » Et à chaque fois, la même réponse : parce que nous sommes d'accord pour le croire.

les piÈces Aujourd'Hui: un HéritAge ViVAnt

Les pièces n'ont pas disparu. Elles circulent encore, dans nos poches, nos porte-monnaie, nos tiroirs. Elles sont souvent faites de métaux moins précieux qu'autrefois : du cuivre, du nickel, du zinc. Mais elles gardent leur fonction : permettre les petits échanges, donner un prix aux choses, servir de monnaie locale.

Dans certains pays, les pièces anciennes ont une valeur de collection. Des pièces romaines, grecques, ottomanes, coloniales se vendent aux enchères. Elles sont des témoignages d'époques révolues, des objets d'histoire. On peut y lire les visages des rois, les symboles des empires, les langues disparues.

Et puis, il y a les pièces qui ont une valeur symbolique. Les pièces commémoratives, les pièces de naissance, les pièces offertes en héritage. Elles ne servent pas à acheter. Elles servent à se souvenir.

ce Que cette Histoire nous dit

L'histoire de l'argent est celle d'une confiance en mouvement. On a cru au troc, puis aux coquillages, puis à l'or, puis au papier. À chaque étape, la même question : « pourquoi cela vaut-il quelque chose ? » Et à chaque fois, la même réponse : parce que nous sommes d'accord pour le croire.

L'argent n'a jamais été une chose. C'est une relation. Un accord collectif, sans cesse renouvelé. Et c'est peut-être cela, la vraie leçon de son histoire : ce n'est pas l'objet qui compte, mais la confiance que nous lui accordons.

Les pièces d'or et d'argent qui dorment dans nos musées ne sont pas seulement des objets précieux. Ce sont des promesses anciennes, des contrats oubliés, des histoires de marchands, de rois et de paysans. Elles nous rappellent que l'argent n'est jamais neutre. Il est toujours une construction humaine, fragile et puissante à la fois.

Et si l'on regarde bien, nos billets, nos cartes, nos écrans ne sont que les héritiers de ces premières pièces frappées en Lydie, il y a près de trois mille ans. La forme change. La confiance reste.



N°4549 Samedi 21 Novembre 2026 - Prix: 20 DA - WWW.SEYBOUSETIMES.DZ

SEYBOUSE times

Quotidien indépendant d'informations générales

L'ACTUALITÉ EN TEMPS RÉEL

À Annaba, en Algérie et dans le monde

Restez informés, partout et à tout moment !



ANNABA | RÉGION | NATIONAL | ÉCONOMIE | MONDE | SPORT | CULTURE

CONSULTEZ NOTRE SITE

www.seybousetimes.dz

Scannez pour accéder au site

SEYBOUSE TIMES

L'INFORMATION EN TOUTE CONFIANCE